

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Le Président Tebboune en passe d'achever son traitement, son état de santé s'améliore

P. 24

ALGÉRIE-FRANCE

M. Boukadoum reçoit le ministre français de l'Intérieur

P. 24

REVUE EL-DJEÏCH

"L'Algérie sera plus solide et ouverte" avec la nouvelle Constitution

P. 3

LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Réadaptation du confinement et report de la rentrée universitaire

La réadaptation des horaires de confinement à domicile et le report de la rentrée universitaire sont les principales mesures adoptées par le Gouvernement dans le cadre du dispositif mis en place par les pouvoirs publics pour lutter contre la propagation du coronavirus (Covid-19), indique dimanche un communiqué des services du Premier ministre. Les horaires sont portés à compter d'aujourd'hui de (20) heures jusqu'au lendemain à cinq (05) heures pour les wilayas concernées par cette mesure ; outre les vingt wilayas déjà soumises au confinement, une liste de neuf wilayas, à forte concentration de contaminations, a été rajoutée.

P.p 3-10

Dknews/APS



HABITAT

Nasri : "vers la révision des critères d'accès au logement social"

P. 4

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

Régularisation des biens immobiliers

P. 6

ONU

Election de deux diplomates algériens dans deux organes importants

P. 4

SANTÉ

ACCIDENT VASCULAIRE CÉRÉBRAL

Un travail stressant augmente le risque

P.p 12-13

FOOTBALL

CAN-2021

Belmadi satisfait de la pelouse du 5 Juillet avant Algérie-Zimbabwe

P. 21



MÉDIAS

Le New York Times dépasse 7 millions d'abonnés

P. 16

AFFAIRE KHALIFA BANK

Abdelmoumène Khalifa nie l'existence de trous financiers avant mars 2003

P. 24

AADL Fermeture de la direction régionale d'Alger-Est pour 15 jours



L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé, lundi dans un communiqué, la fermeture pour une durée de 15 jours, de la Direction régionale AADL d'Alger-Est (DRAE), à titre préventif contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19.

"L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) porte à la connaissance de ses souscripteurs que la Direction régionale de l'AADL d'Alger-Est (DRAE) a été fermée pour une durée de 15 jours, comme mesure préventive contre la propagation de la Covid-19 parmi les souscripteurs", lit-on dans le communiqué posté sur ma page officielle Facebook de l'AADL.

Cette décision intervient suite à l'enregistrement d'un nombre de cas d'atteinte par le nouveau Coronavirus (Covid-19), parmi les fonctionnaires et salariés de la DRAE, précisait-on dans le communiqué.

Face à cette situation, l'AADL appelle l'ensemble de ses travailleurs et fonctionnaires, à la nécessité de faire preuve de vigilance et de prudence et au respect des mesures préventives visant à juguler la propagation de l'épidémie.

BATNA Près de 4 hectares de broussailles ravagés par les feux dans la commune de Oued Taga



Un incendie s'est déclaré, dimanche, dans la localité de Takesrit dans la commune de Oued Taga (Batna), et a ravagé près de 4 hectares de broussailles, selon un premier bilan dans l'attente de l'évaluation des pertes par les services de la conservation des forêts, indique, le chargé de l'information et de la communication à la Direction de la protection civile, le lieutenant Zahir Nakaa.

Le lieutenant a précisé à l'APS que l'intervention des agents de la protection civile, soutenus par les agents des forêts, a permis d'éviter la propagation du feu à la forêt avoisinante, indiquant que l'incendie qui s'est déclenché vers 17h00 a été entièrement maîtrisé.

Selon la même source, 4 camions de pompiers, une ambulance et un véhicule de télécommunication avec un effectif de 15 éléments de différents grades ont été mobilisés, outre le soutien des agents forestiers.

L'opération de surveillance se poursuit toujours sur le lieu de l'incendie qui a été éteint et ce à titre préventif, conclut la source.

SÛRETÉ DE TIZI OUZOU Décès d'un brigadier de police par une balle tirée de son arme de service



La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a enregistré, dimanche, la blessure d'un brigadier de police âgé de 42 ans, dans son domicile sis à Tizi Ghénif (W. Tizi Ouzou) par une balle tirée de son arme de service, avant de rendre l'âme lors de son évacuation vers l'hôpital.

Selon un communiqué des services de la Sûreté nationale, le brigadier décédé relevait de la Sûreté de Daïra de Tizi Ghénif, (sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou, soulignant "l'ouverture d'une enquête par le parquet territorialement compétent".

JUSTICE Skikda : 2 et 4 ans de prison à l'encontre de 2 anciens présidents de l'APC

Le tribunal correctionnel de première instance de Az-zaba (Est de Skikda) a condamné dimanche deux anciens présidents de l'APC de Skikda à quatre ans et deux ans, dont un avec sursis pour corruption, a-t-on appris de source judiciaire.

Le tribunal a condamné un entrepreneur poursuivi dans la même affaire à trois ans de prison et a acquitté la directrice de wilaya des travaux publics.

Les anciens présidents de l'APC de Skikda M. B. et K. T. ont été poursuivis pour délit de dilapidation de deniers publics ayant coûté au trésor public environ 1,1 milliards DA sur des projets ayant duré plusieurs années, tandis qu'ils ne devaient prendre que quelques mois ainsi que sur des projets non encore achevés à ce jour et sur un autre qui n'a jamais été lancé, selon l'arrêt de renvoi.

Des services compétents ont ouvert des enquêtes approfondies sur trois marchés passés par la commune de Skikda durant le mandat de K. T.

et maintenus sous le mandat de son successeur M. B. Outre ces deux présidents d'APC, les enquêtes, qui avaient révélé l'implication de cadres de la même collectivité, un cadre de la direction des travaux publics et deux entrepreneurs, ont notamment montré un non signalement délibéré de retard de plusieurs années dans la réception de projets, dont celui de l'aménagement de la corniche de Stora.

Le représentant du parquet avait requis des peines de prison ferme de 7 ans à l'encontre des deux anciens présidents de l'APC de Skikda.

DROGUE Naama: saisie de plus de 164 kg de kif traité

Les services de la sûreté de daïra de Moghrar (Naama) ont opéré, en collaboration avec les éléments de la gendarmerie nationale, la saisie de 164,400 kg de kif traité dans la commune de Djenine Bourzeg, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

L'opération a été menée suite à des informations faisant état d'une tentative de transport d'une quantité de drogue dans une zone éloignée proche de la bande frontalière à proximité de la commune de Djenine Bourzeg, a-t-on indiqué.

Une inspection des lieux a permis la découverte de 164,4 kg de kif traité en plaquettes dissimulés dans des colis.

Sitôt avisé, le procureur de la République près le tribunal d'Ain Sefra a instruit l'ouverture d'une enquête dans cette affaire.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 5 décès et 106 blessés enregistrés le week end dernier



Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 106 autres ont été blessées le weekend dernier dans 87 accidents de la route survenus en zones urbaines, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

Selon la même source, le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents.

A ce propos, la DGSN réitère son appel aux usagers de la voie publique à davantage de vigilance lors de la conduite et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17, mis à la disposition des citoyens pour tout signalement 24h/24, ajoute la même source.

UNIVERSITÉ ORAN 1 "AHMED BENBELLA" Début des inscriptions de 4500 nouveaux étudiants

Les inscriptions universitaires définitives de 4.500 étudiants titulaires du baccalauréat 2020 ont débuté, dimanche, au niveau de l'Université Oran 1 "Ahmed Benbella" dans différentes spécialités, a-t-on appris du chargé de communication de cette université. La salle "Talahit Makhoul" sise au niveau de l'enceinte universitaire "Mourad Taleb" a été réservée pour accueillir les étudiants et les orienter, alors que la bibliothèque des sciences exactes a été utilisée pour l'inscription en ligne, sous la direction de la cellule des inscriptions, a indiqué Dr Laabassi Mohamed.

La cellule d'information et de communication a mobilisé, pour une meilleure communication avec les nouveaux étudiants via les pages face-book de l'Université d'Oran, les sites des réseaux sociaux pour répondre aux mieux à leurs préoccupations et leurs orientations.

Selon la même source, des rendez-vous ont été donnés aux étudiants pour un nombre ne dépassant pas 450 par jour, et ce jusqu'à la fin des inscriptions fixées au 18 novembre en cours.

Une obligation a été donnée lors des inscriptions pour appliquer scrupuleusement les mesures de prévention contre Covid-19 suivant le protocole sanitaire en vigueur.

D'autre part, il sera procédé, au titre de l'année universitaire 2020-2021, à l'ouverture de nouvelles spécialités au niveau de l'université Oran 1, à savoir Ingénierat en biomédical au département de physique et traduction arabe-français-espagnol à l'institut d'interprétariat.

TRANSPORT MARITIME Lancement prochain d'une ligne de fret roulant reliant Oran à Alicante

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV, Algérie-Ferries) a annoncé dimanche dans un communiqué le lancement prochain d'une ligne maritime régulière, reliant les ports d'Oran et d'Alicante (Espagne), dédiée au transport du fret roulant (remorques et véhicules).

"L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs porte à la connaissance des opérateurs économiques, des exportateurs et des particuliers intéressés par le transport maritime du fret roulant, du lancement prochain d'une ligne maritime régulière en partance du port d'Oran vers le port d'Alicante", indique la même source.

"L'ensemble des opérateurs et particuliers intéressés sont priés de se rapprocher des services de l'ENTMV "Algérie Ferries" afin de réserver leurs places et engager les procédures nécessaires à cet effet", ajoute le communiqué.

Pour rappel, l'ENTMV avait lancé début novembre une ligne régulière de transport maritime du fret roulant Alger/Marseille/Alger.

LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Réadaptation des horaires de confinement et report de la rentrée universitaire

La réadaptation des horaires de confinement à domicile et le report de la rentrée universitaire sont les principales mesures adoptées par le Gouvernement dans le cadre du dispositif mis en place par les pouvoirs publics pour lutter contre la propagation du coronavirus (Covid-19), indique dimanche un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral :

"En application des instructions de Monsieur le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus COVID-19 et l'autorité sanitaire, le Premier Ministre Monsieur Abdelaziz DJERAD a arrêté, dans le cadre du dispositif adopté par les pouvoirs publics dans la gestion de la crise sanitaire, les mesures suivantes :

1. L'adaptation des horaires de confinement partiel à domicile de vingt (20) heures jusqu'au lendemain à cinq (05) heures pour les wilayas concernées par cette mesure.

2. L'adaptation, selon l'évolution de la situation sanitaire, de la liste des wilayas concernées par la mesure de confinement partiel à domicile, qui passe de vingt (20) à vingt-neuf (29) wilayas, comme suit : La reconduction, pour une durée de quinze (15) jours, à partir du 10 Novembre 2020, de la mesure de confinement partiel à domicile, déjà en vigueur, pour vingt (20) wilayas. Il s'agit des wilayas de : Batna, Bejaïa, Biskra, Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen, Tiaret, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Annaba, Constantine, Médéa, M'sila, Ouargla, Oran, Bordj Bou Arreridj et Boumerdes.

L'application, pour une durée de quinze (15) jours, à partir du 10 Novembre 2020, de la mesure de confinement partiel à domicile pour neuf (09) nouvelles wilayas, enregistrant une recrudescence des cas de contamination, à savoir Adrar, Guelma, Illizi, Tindouf, Tissemsilt, El Oued, Khenchela, Tipasa et Ain Temouchent. Toutefois, les Wilais peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires,



de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination.

Aussi, ils peuvent prendre, en cas de besoin, les dispositions nécessaires pour la fermeture totale ou partielle des lieux de plaisance, de détente, des espaces récréatifs et de loisirs ainsi que tout lieu susceptible de recevoir une forte affluence du public.

3. La suspension de l'activité de transport urbain des personnes publiques éprivé durant les week-ends sur tout le territoire national. Aussi, le Gouvernement rappelle que le transport collectif des personnes inter-wilayas demeure interdit et que tout contrevenant à cette mesure subira les sanctions réglementaires prévues.

4. La fermeture, pour une période de quinze (15) jours à partir du 09 Novembre 2020, des marchés de vente de véhicules d'occasion sur l'ensemble du territoire national.

S'agissant des marchés hebdomadaires, un contrôle rigoureux sera opéré par les services compétents au niveau de ces lieux afin de s'assurer de l'application des mesures préventives, du port obligatoire du masque ainsi que de la distanciation physique. Toutefois, les Wilais pourront procéder à leur fermeture immédiate en cas d'infraction aux mesures édictées dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19.

5. La prorogation de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements tels que les regroupements au niveau des cimetières. A ce sujet, le Gouvernement rappelle qu'il a été prouvé que ces regroupements favorisent la propagation de l'épidémie et qu'il est nécessaire de respecter les mesures décidées dans ce cadre. Aussi, les sanctions réglementaires seront prises à l'encontre des contrevenants ainsi que les propriétaires des lieux accueillant ces regroupements.

6. Le report de la rentrée universitaire et de la formation professionnelle à la date du 15 Décembre 2020.

7. L'instauration d'un contrôle continu, rigoureux et inopiné par les inspecteurs du corps de l'éducation nationale au niveau de l'ensemble des établissements du cycle primaire, moyen et secondaire, publics et privés, pour s'assurer du respect du protocole sanitaire mis en place et des mesures organisationnelles édictées par les pouvoirs publics.

Ce dispositif sera également renforcé par les visites des équipes médicales de santé scolaire qui veilleront à suivre et à s'assurer de la santé des élèves, des enseignants et des personnels administratifs au niveau de l'en-

semble des établissements éducatifs.

8. Le renforcement du contrôle de l'application du protocole sanitaire au niveau des mosquées, avec le concours du mouvement associatif, associations religieuses et des comités de quartiers en étroite collaboration avec les autorités locales.

9. La dotation des structures hospitalières de tous les moyens en matière d'équipements, de tests PCR, de tests antigéniques, de moyens de protection, d'oxygène, d'appareils respiratoires ainsi que la mobilisation de lits d'hospitalisation supplémentaires en cas de besoin. En outre, il a été décidé de poursuivre les efforts engagés par l'Etat en matière d'amélioration des conditions d'hébergement et de transport pour les personnels de soins.

10. Le renforcement du contrôle et de l'inspection des commerces et les autres activités accueillant le public afin de veiller à la bonne application des mesures préventives avec la mise en demeure des contrevenants ou la fermeture des commerces dont la négligence a été constatée.

11. La densification des opérations de désinfection des lieux, espaces et édifices publics en mobilisant les moyens nécessaires avec le concours des collectivités locales, des services de sécurité ainsi que ceux de la protection civile.

12. Enfin, l'intensification, particulièrement à l'approche de la saison hivernale, des campagnes de communication et de sensibilisation des citoyens au niveau des quartiers en mobilisant les associations et les comités de quartiers pour faire prendre conscience aux citoyens de l'importance du respect des protocoles sanitaires en vigueur, à savoir les mesures d'hygiène et les gestes barrières, le port obligatoire du masque et la distanciation physique".

ARMÉE- PUBLICATION "L'Algérie sera plus solide et ouverte" avec la nouvelle Constitution (El-Djeïch)

Avec la nouvelle Constitution adoptée le 1er novembre, "l'Algérie sera plus solide et ouverte", a affirmé la revue El Djeïch dans son dernier numéro, soulignant que cette Constitution "consacre l'alternance démocratique au pouvoir et assure un changement radical du mode de gouvernance".

"Avec la Constitution de novembre, l'Algérie sera plus solide et ouverte, tant elle consacre l'alternance démocratique au pouvoir et assure un changement radical du mode de gouvernance et de ses mécanismes", est-il écrit dans son éditorial. Selon la revue, ce changement "provoquera une véritable rupture avec les pratiques du passé qui ont sapé l'autorité de l'Etat et a été à l'origine de la perte de confiance du citoyen envers ses institutions constitutionnelles".

"Elle permettra, comme l'a affirmé le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, de poser les fondements d'un système démocratique garantissant la protection des droits et des libertés, réalisant l'équilibre entre les différents pouvoirs et assurant la moralisation de la vie quotidienne", a-t-elle ajouté.

La revue de l'Armée a salué, dans ce contexte, la "loyauté" du peuple algérien qui a "fait prévaloir la voix de la raison et l'intérêt de la patrie sur tout autre intérêt, contribuant ainsi au succès du référendum sur le projet d'amendement de la Constitution et ouvrant la voie à la concrétisation du projet de la nouvelle Algérie et à la réalisation de ses aspirations dans une Algérie puissante, sûre et prospère".

Elle a estimé que le référendum sur la nouvelle Constitution "préfigure l'avènement de la nouvelle Algérie dont les premiers jalons ont été posés par le peuple algérien", relevant que le choix de la date du 1er novembre pour l'organisation de ce référendum "a une puissante dimension symbolique".

Ce choix, a-t-elle poursuivi, est "synonyme de fidélité au sacrifice des valeureux Chouhada qui ont offert leur vie pour que nous puissions vivre et pour que vive l'Algérie libre et indépendante". "Tant que l'objectif poursuivi est l'édification d'un Etat émanant de la volonté du peuple et à son service, la nouvelle Algérie verra inéluctablement le jour à travers une série de réformes profondes inscrites dans la Constitution de novembre 2020", a-t-elle soutenu.

L'édification de cet Etat "permettra de se consacrer véritablement au développement national, d'impliquer effectivement les jeunes et la société civile dans ce processus en leur donnant l'opportunité de contribuer à l'avènement du changement global et, par là même, à la promotion de la société à tous les niveaux", a expliqué la revue. "Atteindre ce que nous escomptons tous de stabilité permanente pour notre pays et de bien-être pour notre société, n'est pas si loin pour nous en tant qu'Algériens. Si les intentions sont sincères, si les volontés sont réelles et si les déterminations sont conjuguées, aucun obstacle ne pourra freiner la marche de la nouvelle Algérie. Nous avons tant de leçons à puiser de notre glorieuse histoire, et il est impératif de nous en inspirer aujourd'hui et demain, pour que notre pays retrouve sa juste voie en nous entraînant et en conjuguant nos efforts afin qu'il puisse de nouveau avancer avec assurance vers l'édification d'une Algérie puissante, sûre et développée", a-t-elle écrit, citant le chef d'état major de l'ANP, le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha. A cet égard, la revue assure qu'"après avoir joué pleinement son rôle en assurant l'accomplissement global du processus référendaire, notre vaillante armée continue de s'acquitter de ses nobles missions, sans jamais dévier, par fidélité aux glorieux Chouhada de la révolution libératrice, aux valeureux moudjah idine et aux meilleurs parmi les enfants de la patrie".

APS

Les horaires de confinement partiel à domicile réadaptés de 20h à 5h dans 29 wilayas

Les horaires de confinement partiel à domicile ont été réadaptés de 20h à 5h dans 29 wilayas pour une durée de 15 jours à compter de mardi prochain 10 novembre 2020, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), annonce dimanche un communiqué des services du Premier ministre.

Ainsi, la liste des wilayas concernées par la mesure de confinement partiel à domicile passe de vingt (20) à vingt-neuf (29) wilayas, en raison d'une recrudescence des cas de contamination dans ces wilayas, précise la même source.

La reconduction de cette mesure de confinement partiel à domicile touche 20 wilayas, à savoir Batna, Bejaïa, Biskra,

Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen, Tiaret, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Annaba, Constantine, Médéa, M'sila, Ouargla, Oran, Bordj Bou Arreridj et Boumerdes.

Les neuf nouvelles wilayas enregistrant une recrudescence des cas de contamination sont Adrar, Guelma, Illizi, Tindouf, Tissemsilt, El Oued, Khenchela, Tipasa et Ain Temouchent.

La même source a relevé que "les wilais peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connais-

sant des foyers de contamination".

Il a été également décidé de la suspension de l'activité de transport urbain des personnes publiques et privé durant les week-ends sur tout le territoire national, indique la même source, ajoutant que le Gouvernement rappelle que le transport collectif des personnes inter-wilayas demeure interdit et que tout contrevenant à cette mesure subira les sanctions réglementaires prévues. Ces mesures ont été arrêtées par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et au terme des consultations avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus COVID-19 et l'autorité sanitaire.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Une plénière consacrée à la présentation et au débat autour du PLF 2021

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra mardi matin ses travaux en séance plénière qui sera consacrée à la présentation du projet de loi de Finances (PLF2021), et à l'ouverture des débats autour de ce texte, a indiqué lundi un communiqué de l'Assemblée.

Le débat autour du PLF 2021 se poursuivra jusqu'à mercredi soir, date de l'intervention des présidents des groupes parlementaires, ainsi que de la réponse du ministre des Finances aux préoccupations et questions des députés concernant ce texte de loi, a précisé le communiqué. Par ailleurs, l'APN poursuivra ses travaux jeudi

matin, en tenant une séance plénière consacrée au débat autour du projet de loi relatif à la prévention et la lutte contre les crimes de d'enlèvement des personnes, a ajouté la même source. Les deux textes, poursuit la source, seront soumis, le mardi 17 novembre courant, au vote en séance plénière, a conclu la même source.



ALGÉRIE-FRANCE

M. Belmehdi s'entretient avec le ministre français de l'Intérieur

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, s'est entretenu, dimanche à Alger, avec le ministre français de l'Intérieur, Gérard Darmanin, sur plusieurs questions d'intérêt commun liées notamment à la religion et au culte, indique un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des wakfs. Lors de cet entretien, M. Belmehdi a insisté "sur le bannissement

de toutes formes de violence et d'extrémisme, quelle que soit leur origine (...) l'Islam est une religion d'amour, de paix et de coexistence", a précisé le communiqué, ajoutant que "ce sont là les recommandations que son département ne cesse de prodiguer aux imams détachés à la Grande Mosquée de Paris et auxquelles tous les imams détachés en France s'attachent à concrétiser".

TRAVAUX PUBLICS

Inscription du projet de doublement de la RN-80 Khenchela/Babar (ministre)

Le ministre des Travaux Publics, Farouk Chiali, a annoncé dimanche à Khenchela l'inscription par son département ministériel du projet de doublement du tronçon de la RN-80 reliant sur 30 km les communes Khenchela et Babar.

"Ce projet appelé à réduire les accidents routiers sur cet axe mobilise une enveloppe financière de 2,7 milliards DA", a précisé le ministre au cours de l'inspection du chantier de réhabilitation de 11 km de la RN-88A. Il

a également assuré que les travaux du projet de doublement de la pénétante reliant Khenchela et Babar à l'autoroute Est-ouest sur 74 km seront lancés "au début du mois de janvier de l'année prochaine".

Une enveloppe financière de 300 millions DA a été octroyée à la réhabilitation des chemins de wilaya (CW) et l'élimination de "points noirs" de différentes communes, a affirmé M. Chiali.

Le ministre a aussi fait savoir, lors de son suivi de l'exposé sur

le projet d'un ouvrage d'art sur Oued Tamagra entre Tamza et Babar, que "l'Etat a affecté d'importantes ressources financières pour le désenclavement des zones d'ombre à travers le pays via leur raccordement aux réseaux de routes et de pistes rurales".

Sur le chantier de requalification du chemin de wilaya CW67 dans la commune de Khirène, le ministre a insisté sur le respect des délais contractuels et des normes de qualité et l'accéléra-

tion du rythme des travaux. Il a salué, en outre, la cadence par laquelle ont été exécutés les travaux de réalisation pour 57 millions DA de deux ouvrages d'art qu'il a inaugurés au village Fridjou dans la commune de Chechar. M. Chiali a procédé également à l'inauguration du siège de la subdivision des travaux publics du chef-lieu de wilaya et à la distribution de chasse-neiges, camions et autres engins aux subdivisions des communes de Kais, Bouhamama et El Hamma.

LISTES ÉLECTORALES

La révision annuelle fixée du 15 novembre au 14 décembre (Charfi)

La révision annuelle des listes électorales débutera le 15 novembre, a annoncé dimanche à Alger, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Lors d'une réunion tenue par visio-conférence avec les coordonnateurs de l'ANIE de wilaya et à l'étranger, M. Charfi a fait savoir que l'opération de révision des listes électorales se poursuivra jusqu'au 14 décembre. "Cette opération intervient en application de la loi organique relative au régime électoral en vigueur stipulant que la révision annuelle des listes électorales est organisée le dernier trimestre de chaque année", a-t-il souligné.

HABITAT

Vers la révision des critères d'accès au logement social (Nasri)

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville œuvre à la révision des critères d'accès au logement social en se basant essentiellement sur les résultats de l'enquête sur terrain relative à la situation sociale, a affirmé jeudi à Alger le ministre du secteur, Kamel Nasri. "Le ministère de l'Habitat a préparé une première mouture du texte modifiant le décret 142-08 (fixant les règles d'accès au logements publics locatifs) portant révision des critères en accordant une grande importance à la situation sociale au lieu du salaire mensuel", a fait savoir M. Nasri lors d'une séance organisée par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée Populaire Nationale (APN), dans le cadre du débat du Projet de loi de finances (PLF2021).

Selon le ministre, le texte en question est actuellement en cours d'examen par le ministère de l'Intérieur et devra être publié début 2021. Le décret 142-08 fixe une série de critères dont les comités de daires devront se référer afin de déterminer les bénéficiaires. Les dossiers devront être notés selon le revenu mensuel, les conditions de logement, la situation individuelle et familiale du demandeur de logement et l'ancienneté de la demande.

Le nouveau texte suggère également l'augmentation des points relatifs à la situation sociale selon le revenu mensuel, ce qui permettra de "renforcer les enquêtes sociales sur terrain effectuées par les comités", a poursuivi le ministre.

La publication de ce texte coïncidera avec le lancement d'une étude sociale relative à la demande de logement social. "Cette étude, exigée par le Président de la République, vise à définir le volume réel de la demande sur le logement social et à examiner les modalités de détermination des familles ayant besoin de ces logements", a ajouté M. Nasri relevant qu'il "serait possible sur la base de cette étude de proposer, si nécessaire, la révision du plafond des revenus estimés à 24.000 Da".

Par ailleurs, le ministre a fait savoir que l'élaboration du décret relatif à la nouvelle formule de location (logement public locatif) est toujours en cours. Il a imputé le retard accusé dans l'élaboration du texte à la difficulté de trouver une formule consensuelle avec les promoteurs immobiliers notamment en ce qui concerne le quota destiné à cette nouvelle formule.

Cette nouvelle formule repose sur le principe d'octroyer des fonciers urbanisables relevant au domaine privé de l'Etat à un promoteur immobilier et en contrepartie ce dernier consacre un quota de logements construits pour location au moyen "d'un loyer inférieur à celui du marché" et qui sera défini par l'Etat.

Le taux proposé par les promoteurs était en "deçà de nos attentes", a fait observer le ministre qui a affirmé que les consultations dans ce cadre se poursuivront en vue de parvenir à un accord sur ce taux, et ce avant toute décision.

MESURES DE PRÉVENTION DU COVID-19

L'UGCAA appelle à une application rigoureuse

Le bureau de la wilaya d'Oran de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a appelé dimanche l'ensemble des commerçants, les services et les établissements recevant un public à appliquer rigoureusement les mesures de prévention contre le coronavirus. Le bureau a appelé, dans un communiqué signé par le coordinateur de wilaya de l'UGCAA, Abed Mouad, à se conformer au protocole sanitaire concernant toutes activités commerciales et de services, portant, entre autres, sur le respect de la distanciation et le port du masque de protection par les clients. Le bureau de wilaya de l'UGCAA s'est engagé à mener, prochainement, des campagnes de sensibilisation sur la situation sanitaire actuelle, insistant sur la nécessité de faire preuve de conscience collective pour limiter la propagation de la pandémie et casser la chaîne de contamination afin de préserver la santé des commerçants, la santé publique et l'intérêt général. Le bureau de wilaya a saisi l'occasion pour lancer un appel à tous les commerçants de la wilaya pour "faire preuve de responsabilité et assurer l'approvisionnement en différents produits essentiels et lutter contre toute forme de spéculation". Par ailleurs, il a signalé que la direction de wilaya du Commerce poursuit l'opération de régularisation des dossiers de l'aide financière de 30.000 DA par mois durant trois mois, octroyée aux commerçants dont l'activité a cessé en raison des mesures de confinement, ajoutant que l'opération se poursuivra jusqu'au 30 novembre en cours.

RESSOURCES EN EAU

Signature d'une convention sectorielle portant création d'un bureau d'études pluridisciplinaire (ministère)

Une convention a été signée, dimanche à Alger, entre les établissements du secteur des Ressources en eau portant création d'un bureau d'études pluridisciplinaire de dimension nationale, a indiqué un communiqué du ministère. «Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki a supervisé dimanche la cérémonie de signature d'une convention entre les établissements du secteur, portant création d'un bureau d'études pluridisciplinaire de dimension nationale», lit-on dans le communiqué posté sur la page Facebook du ministère. Les établissements concernés par cette convention sont, "l'Algérienne des eaux (ADE)", "l'Office national de l'assainissement (ONA)", "l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID)", "l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT)", "l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE)", ainsi que "l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH)".

ONU

Election de deux diplomates algériens dans deux organes importants de l'ONU

L'Assemblée générale de l'ONU a élu l'Ambassadeur Larbi Djacta et le diplomate Nabil Kalkoul, respectivement en qualité de membre de la Commission de la Fonction publique internationale (CFPI), pour un mandat de quatre années, et membre du Comité consultatif pour les Questions administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations unies (CQAB) pour un mandat de trois années, à compter du 1 janvier 2021. L'élection par acclamation, vendredi à New York, de ces deux diplomates algériens dans deux organes extrêmement importants des Nations unies, a été le fruit d'une mobilisation active de l'appareil diplomatique algérien, tant au niveau des groupes régionaux d'appartenance qui a conduit à l'endossement de leurs candidatures par des décisions au niveau du Sommet de l'Union africaine et du Conseil des ministres de la Ligue des Etats arabes, qu'au niveau des capitales des différents pays membres de l'ONU. Cette élection revêt une importance particulière en ce qu'elle témoigne de l'estime et de la confiance dont jouit l'Algérie auprès de la communauté internationale et l'appréciation de ses positions au sein des Nations unies. Elle est, également, une reconnaissance par la communauté internationale des capacités avérées des représentants de l'Algérie et de son rôle dans l'avancement des récentes réformes des Nations unies, notamment celles du système de développement et de la gestion et de sa contribution dans l'élaboration des politiques budgétaires de l'ONU.

GHARDAÏA Réactivation du dispositif de veille et d'alerte sanitaires

Un dispositif de veille sanitaire et d'alerte du Covid-19 vient d'être réactivé et renforcé à titre préventif dans les différentes localités de la wilaya de Ghardaïa, a affirmé lundi le wali, Boualem Amrani.

Ce dispositif de veille "actif" et de vigilance, auquel sont associés l'ensemble des acteurs intervenant dans la lutte contre le coronavirus, en particulier les membres de la société civile et les comités de quartiers, a été renforcé par la participation des spécialistes médicaux et autres compétences, a précisé le wali à l'APS.

Le dispositif veille à mettre en place l'ensemble des mesures de prévention et de précaution nécessaires pour faire face à la deuxième vague de la pandémie du Coronavirus et de suivre l'évolution de la situation épidémiologique dans la wilaya.

L'évolution de la situation épidémiologique dans la région est en grande partie liée à la mobilité des personnes et au non-respect des mesures de prévention préconisées par le comité scientifique sanitaire national, a expliqué M. Amrani.

Il a dans ce sens appelé les citoyens à respecter le proto-

cole mis en place pour endiguer la propagation de la Covid-19, notamment les mesures d'hygiène élémentaires, telles que le fait de se nettoyer les mains, d'utiliser les masques buccaux de protection ainsi que la distanciation sociale et d'éviter les rassemblements dans les espaces publics et promiscuité.

Le wali de Ghardaïa a plaidé en faveur d'une plus grande implication de l'ensemble des citoyens et des acteurs concernés et la mobilisation des moyens à même de faciliter la gestion optimale des risques liés au coronavirus, notamment dans les structures sanitaires (hôpitaux, cabinets médicaux et autres).

Dans le cadre de mesures préventives, de larges opérations de désinfection des lieux publics ont été lancées dans la nuit de dimanche à lundi à Ghardaïa par la cellule de crise de la wilaya pour lutter contre la propagation du coronavirus, a-t-on constaté. Armées de



moyens matériels conséquents, des équipes combinées d'intervention spécialisées dans la lutte contre les risques biologiques et d'épidémies de la protection civile, les éléments des corps sécuritaires (sureté et gendarmerie) ainsi que les agents de l'APC ont exécuté durant la soirée une opération de nettoyage et de désinfection des espaces publics. Cette action de désinfection touchera l'ensemble des localités de la wilaya. L'opération de désinfection est appuyée par des campagnes de sensibilisation sur le terrain menées par des Imams et autres notables, pour inciter la population à se conformer aux

mesures de confinement et aux consignes d'hygiène.

Les efforts de la cellule de crise et de veille de la wilaya sont centrés sur le respect du confinement sanitaire partiel et la restriction de la circulation, en application des recommandations du Gouvernement, et toutes les collectivités de la wilaya de Ghardaïa sont mobilisées pour faire face à la pandémie. Des initiatives de contrôle et de sensibilisation seront prises au quotidien par les services de sécurité, les agents de contrôle du commerce et d'hygiène afin de protéger la santé et la sécurité des citoyens, ont indiqué les services de la wilaya.

BATNA Remise "début 2021" des clés de 800 logements publics locatifs à leurs attributaires

Pas moins de 800 logements publics locatifs (LPL) se trouvant sur le site El Manchar près de la cité Kéchida de la ville de Batna seront remis à leurs attributaires "au début de l'année prochaine", a indiqué dimanche un communiqué de la cellule de communication de l'APC de Batna. Les clés de ces logements seront remises "au plus tard à la fin du mois de février prochain sur la base des affirmations des services de l'office de promotion et gestion immobilière", selon le communiqué qui

a précisé que des "sorties régulières sont effectuées pour suivre l'avancée des travaux et veiller à leur conformité aux normes". Selon le document, la remise des logements aura lieu ainsi après l'achèvement des travaux de raccordement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité et de gaz outre les travaux d'aménagement extérieur et de revêtement des routes de la cité. La même source a ajouté que le président de l'APC a rencontré la semaine passée des représentants de l'as-

sociation des attributaires de ces logements qui avaient demandé de hâter les travaux restant pour leur permettre d'occuper leurs logements.

Ces logements font partie d'un programme de 1.421 unités LPL dont le tirage au sort de leur attribution a été effectué en août dernier mais la remise des clés n'a pas eu lieu à cause du retard dans l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur et de raccordement aux divers réseaux.

CONSTANTINE Attribution "avant la fin du premier semestre 2021" de 4000 LPL à Ain Abid

Pas moins de 4000 logements publics locatifs (LPL) en cours de réalisation dans la commune d'Ain Abid (Constantine), seront distribués "avant la fin du premier semestre de l'année prochaine", a indiqué dimanche, le wali Ahmed Abdelhafid Saci.

S'exprimant lors de sa visite de travail et d'inspection à ce nouveau site d'habitation, situé à l'entrée d'Ain Abid, le même responsable a précisé que l'attribution de ce nouveau quota de logements se fera dès le parachèvement des travaux de

raccordement aux réseaux divers (VRD) et du chantier d'aménagement extérieur.

Sur place, des instructions fermes ont été données aux responsables locaux chargés des opérations de raccordement divers à l'effet d'accélérer la cadence de réalisation des projets et rattraper le retard signalé. Le raccordement de ces logements en énergie électrique dont l'étude technique est en cours de finalisation portera sur la création de réseaux de 25 km depuis le poste électrique du pôle urbain d'Ain

Nahas et sera lancé "d'ici 15 jours", ainsi que 2 km de réseaux du gaz naturel, ont annoncé les services de la concession de distribution de l'électricité et du gaz.

S'agissant du projet d'approvisionnement en eau potable, deux (2) réservoirs d'eau d'une capacité de 5000 m³ pour chacun sont prévus et dont les travaux d'un premier ouvrage ont été déjà entamés, ont indiqué les services de la direction des ressources en eau (DRE). Il est prévu aussi, selon la même source, la réalisation

d'une station d'épuration des eaux usées (STEP), dont la demande de réalisation a été adressée aux services du ministère de tutelle. Au cours de la même visite, il a été procédé à l'inauguration d'un collège d'enseignement moyen (CEM), baptisé Mahfoud Gherbi, à la localité d'El M'ridj relevant de la commune d'El Khroub. Selon les données présentées, cet nouvel établissement est d'une capacité d'accueil de plus de 500 places pédagogiques et est doté d'une demi-pension de 200 repas/jour.

OUARGLA Campagne de sensibilisation aux dangers du gaz naturel

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG, filiale du Groupe Sonelgaz) a lancé dans la wilaya d'Ouargla une campagne de sensibilisation sur les risques d'une mauvaise utilisation du gaz naturel, a indiqué lundi l'entreprise dans un communiqué.

Initiée en coordination avec plusieurs secteurs, tels que l'Éducation, la Formation professionnelle, le Commerce, la Protection civile et la Jeunesse et les

sports, cette campagne est menée à travers notamment des actions de porte-à-porte au profit des clients, notamment les nouveaux bénéficiaires de cette énergie, en respectant le protocole sanitaire anti Covid-19, a précisé la source. Placé sous le slogan "Pour un hiver chaud sans risques", la campagne de sensibilisation, qui s'étalera jusqu'à mars prochain, comprend un riche programme permettant, à travers les médias et les réseaux

sociaux, de donner aux clients des conseils et des orientations relatives à l'usage adéquat des installations et appareils fonctionnant au gaz naturel, en vue de leur éviter les risques liés à leur mauvais usage, souvent à l'origine de drames humains, souligne le communiqué.

Des tournées au niveau des établissements éducatifs visant à sensibiliser les élèves sur les risques de la mauvaise

ORAN Plus de 246 ha détruits par quatre foyers d'incendie

Quatre foyers d'incendies qui s'étaient déclarés vendredi dernier à Oran ont ravagé une superficie totale de 246 hectares de forêts, de maquis et de broussailles, a-t-on appris dimanche auprès de la conservation des forêts de la wilaya. La surface endommagée, répartie entre les communes de Tafraoui, Misserghine, Gdyl et Ain El Kerma, est constituée de 114,5 ha de forêts, 211,5 ha de maquis et 100 ha de broussailles, a précisé la cheffe de bureau prévention et de lutte contre les incendies et les maladies parasitaires. Le premier incendie, qui s'était déclaré dans la montagne de "Grabis" dans la commune de Tafraoui, a détruit 10 ha de forêts et 6 ha de maquis, le deuxième au lieu-dit "Bouachria" dans la commune de Misserghine a causé la perte de 5 ha de maquis, le troisième à Ras El Ain (Gdyl) a détruit 4,5 ha de forêts et 50 ares de broussailles, a indiqué Benhalima Houaria. Un quatrième foyer d'incendie, qui s'était déclaré à Cap blanc dans la commune d'Ain El-Karma, a détruit 100 ha de forêts, 200 ha de maquis et 100 ha de broussailles, a-t-on fait savoir.

CHLEF Maîtrise de l'incendie de la forêt Sidi Ali

Les unités de la protection civile de Chlef sont parvenues dans la nuit de samedi à dimanche à maîtriser l'incendie de la forêt Sidi Ali, dans la commune de Oued Goussine (nord-est de la wilaya), qui a ravagé plus de 300 ha de couvert végétal, selon un premier bilan communiqué par ce corps constitué. "Le feu de forêt qui s'était déclaré à Sidi Ali vendredi, au même titre que d'autres incendies signalés dans une dizaine de wilayas du pays, a été totalement maîtrisé par les pompiers", a indiqué à l'APS le chargé de communication de la direction de la protection civile de Chlef, le capitaine Yahia Messaâdia. Pour venir à bout des flammes, les services de la protection civile ont mobilisé quatre unités opérationnelles qui sont encore sur le terrain pour le 3ème jour consécutif. "Ces unités se tiennent prêtes à intervenir en cas de nouveau départ de feu", a expliqué le capitaine Messaâdia. Selon les chiffres fournis par le même responsable, l'incendie de la forêt de Sidi Ali a détruit quelque 310 ha de végétations, dont des pins d'Alep, des maquis, des arbres fruitiers, des serres mi-toyennes à la forêt, des ruches d'abeilles et même des poteaux électriques. L'intervention des unités de la protection civile a été rendue difficile par les vents forts enregistrés dans la région conjugués aux températures élevées et à la difficulté du terrain, ce qui a nécessité un appui de la part des unités de la protection civile d'Ain Defla et Relizane. A cela s'ajoute la mise à contribution d'un hélicoptère de l'unité aérienne de la protection civile. En tout, l'opération a mobilisé pas moins de 83 agents de différents grades, 23 camions anti-incendies, une ambulance, un véhicule de communication et trois camions ravitailleurs (pour l'approvisionnement en eau) relevant de la commune de Oued Goussine. Outre les pertes accusées par l'incendie de la forêt Sidi Ali, la wilaya de Chlef a déjà enregistré des "pertes considérables" en couvert végétal, durant cette année, estimées à 2241 ha, a déploré le capitaine Yahia Messaâdia.

FORMATION - INSERTION

Tizi-Ouzou : formation sur l'entrepreneuriat au profit des universitaires (CNAC)



Une formation qualifiante de "sensibilisation à l'Entrepreneuriat" a été organisée, dimanche, par la Caisse nationale d'assurance-chômage (CNAC) de Tizi-Ouzou, au profit d'universitaires, a-t-on appris du responsable local de cet organisme, Hakim Ould Ali.

Cette session abrégée par la chambre de commerce et d'industrie de la wilaya et qui s'étale sur 3 jours, est destinée aux universitaires inscrits au niveau de l'agence de wilaya de l'emploi (AWEM), dans le but de leur "offrir une qualification leur permettant de s'insérer dans le monde de l'entrepreneuriat" a souligné M. Ould Ali.

Il s'agit, a-t-il précisé, d'universitaires "n'ayant pas pu s'insérer dans le monde du travail dans leurs spécialités universitaires et qui veulent se convertir dans d'autres secteurs d'emplois offrant plus de débouchés".

Cela leur permet, a expliqué le même responsable, "d'acquiescer une qualification qui les rend éligibles au financement de leurs projets par la CNAC ou d'autres organismes".

Habituellement organisée chaque 2 mois depuis son lancement, seules 2 sessions de cette formation ont été, toutefois, organisées cette année à cause de la crise sanitaire qui sévit depuis le mois de mars dernier, a fait remarquer M. Ould Ali.

Par ailleurs, le même responsable, a déclaré que la CNAC a financé quelque 107 projets dans divers secteurs d'activités depuis janvier dernier.

"Un nombre qui aurait pu être plus important si ce n'était le contexte de crise sanitaire" a-t-il souligné.

DEVICES - CHANGE

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du lundi 2 novembre 2020, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	127,14	134,90
1 EUR	149,10	158,21
1 CAD	95,58	101,44
1 GBP	165,16	175,29
100 JPY	121,84	129,31
1 SAR	33,90	35,97
1 KWD	415,49	441,28
1 AED	34,61	36,73
100 CHF	13.942,30	14.799,79
100 SEK	1.433,53	1.521,36
100 DKK	2.002,58	2.124,91
100 NOK	1.353,43	1.436,65

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	128,43	134,90
1 EUR	150,61	158,21
1 CAD	96,55	101,44
1 GBP	166,84	175,29
100 JPY	123,08	129,31
100 CHF	14.083,85	14.799,79
100 SEK	1.448,08	1.521,36

APPUI DES STARTUP

Examen des moyens de renforcer la coopération avec les agences des Nations-Unies

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie, de la connaissance et des startup, Oualid El-Mahdi Yacine, a reçu en audience, dimanche à Alger, l'ambassadeur et coordonnateur résident du système des Nations-Unies en Algérie, Eric Overvest avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale en matière d'appui des startup, indique un communiqué des services du Premier ministre.

L'entretien a porté sur "le renforcement de la coopération avec les différentes agences des Nations unies pour l'appui de l'innovation et des



startup en Algérie et ce dans le cadre du plan d'action de l'ONU pour 2021", note le communiqué. L'audience a été l'occasion d'évoquer les actions

entreprises par le Gouvernement en vue d'améliorer le climat d'affaires et l'écosystème des startup, conclut la source.

ENTREPRISES

Régularisation des biens immobiliers du complexe Sider El Hadjar

Le transfert des biens immobiliers du complexe sidérurgique Sider El Hadjar (Annaba) depuis le Groupe Sider, a été officialisé dimanche, par la signature des actes en présence du wali d'Annaba, Djamel Eddine Berimi.

La cérémonie de signature a eu lieu au siège de la Direction générale du Groupe Sider à Chaïba dans la commune de Sidi Amar (Annaba) par le PDG du Groupe Sider, Lakhdar Ouchich, la présidente du conseil d'administration du complexe Sider El Hadjar, Mme Djamilia Labyadh et l'inspecteur régional des domaines publics et de la conservation foncière

chargée des domaines publics de la wilaya d'Annaba, Halim Aber.

L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts d'assainissement de la situation des biens immobiliers du complexe Sider El Hadjar restée suspendue à cause des opérations de restructuration du complexe qui remonte à fin 2018, selon les explications données en marge de la cérémonie de signature.

Cette régularisation permettra au complexe Sider El Hadjar de consolider son capital commercial, de promouvoir son poids économiques lors des transactions notamment ban-

caires et de booster les investissements projetés au complexe, est-il indiqué. Les biens immobiliers transférés portent sur près de 758 hectares représentant le terrain réservé aux structures diverses du complexe dont la valeur estimative dépasse les 100 milliards DA, selon le PDG du Groupe Sider à Annaba.

Le complexe Sider El Hadjar, une filière du Groupe Sider, emploie plus de 6.000 travailleurs et occupe une superficie totale de 903 hectares incluant le terrain des structures relevant du complexe et se trouvant en dehors de la périphérie de l'usine.

AGRICULTURE - LÉGUMINEUSES

Tissemsilt : baisse sensible de la production de légumineuses (DSA)

La wilaya de Tissemsilt a enregistré une production estimée à 4.292 quintaux de légumes secs au cours de la saison agricole 2019-2020, soit une diminution d'environ 20.000 qx par rapport à la campagne agricole précédente, a-t-on appris dimanche de la direction des services agricoles.

En marge d'une réunion d'évaluation consacrée à la production de légumineuses, le chef du service régulation de la production végétale et

animale, Maamar Medjahed a souligné que cette baisse "significative" de la production des légumes secs est due à la défection de plus de 650 ha de terres réservés à cette culture en raison du manque de pluviométrie en février, mars et avril de l'année en cours. La production des légumineuses réalisée au cours de la saison 2019-2020 est répartie sur 851 qx de lentilles, 353 qx de pois chiches et plus de 3000 qx de haricots secs et de pois secs, avec des

rendements à l'hectare entre 4 et 5 qx sur une superficie totale cultivée de 1.447 ha.

Pour développer la filière des légumes secs durant la saison agricole 2020-2021, la DSA a élaboré, en coordination avec la chambre d'agriculture, l'association de wilaya des producteurs de semences et les agences bancaires, un programme de vulgarisation. Le programme comporte des visites de proximité au profit des agriculteurs pour mettre en évi-

dence les mécanismes mis en place par l'Etat pour la modernisation de cette filière, notamment le soutien à l'acquisition de semences jusqu'à 6.000 DA le quintal pour les lentilles et 7.000 DA pour les pois chiches, selon la même source. Le même programme qui s'étalera sur toute la saison agricole, prévoit également des rencontres de formation et de vulgarisation avec les producteurs de légumes secs dans le but d'améliorer la qualité.

AGRICULTURE - SEMENCES

Mostaganem : baisse de 80 pc de l'utilisation de la semence de pomme de terre importée

L'utilisation des semences de pomme de terre importées a baissé de 80 pour cent dans la wilaya de Mostaganem cette saison (2020-2021), a-t-on appris dimanche du directeur des Services agricoles (DSA).

Mehdi Missaoui a indiqué que le recours aux semences importées pour la pomme de terre de saison, notamment lors des mois de novembre en cours et décembre prochain, baissera nettement cette année pour se situer à hauteur de 4.000 tonnes. Les premiers lots de cette quantité destinée à couvrir les besoins de plantation de cette saison arriveront prochainement et ne dépasseront pas 2300 tonnes, a-t-il ajouté. Le DSA a rappelé que le quota de semences importées pour la wilaya Mostaganem est passé de 11.500 tonnes en 2017 à 17.700 tonnes en 2019

(entre fin octobre et 20 novembre), soit une moyenne de 14000 t par an, soulignant que cette saison verra une baisse de plus de 80%. Cette décision vise, selon le responsable, à encourager l'utilisation des semences locales tout en diminuant progressivement la dépendance aux semences importées et par conséquent réduire la facture d'importation qui dépassait auparavant 32.000 tonnes par an au niveau de la wilaya. Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route adoptée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et du programme gouvernemental visant à réduire le volume des importations de semences de pomme de terre de 50 pour cent cette année, a-t-il ajouté. Concernant la campagne de plantation pour la saison 2020-2021, M. Missaoui a

fait savoir qu'elle cible une superficie de 12 000 ha pour une production saisonnière de plus de 4 millions de quintaux, en parallèle avec les campagnes de récolte de la pomme de terre d'arrière saison et de plantation de la pomme de terre primeur lancées récemment.

Selon le responsable, des semences locales ont été acquises des wilayas de l'est du pays, notamment d'Annaba, pour couvrir les besoins des agriculteurs de pomme de terre de saison (4.000 ha). Pour rappel, la wilaya de Mostaganem a été classée troisième au niveau national en 2019 avec une production totale de pomme de terre de saison, primeur et d'arrière saison de 5.245 millions qx, soit 10,5 pour cent de la production nationale, selon le bilan annuel.

PÉTROLE

Le Brent autour des 42 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole ont augmenté lundi après l'annonce par Pfizer et Biontech d'un vaccin contre le Covid-19 "efficace à 90%" selon la première analyse intermédiaire de leur essai de phase 3, suscitant l'espoir de voir la demande d'or noir repartir.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier bondissait de 6,39% par rapport à la clôture de vendredi, à 41,97 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour décembre gagnait de son côté de 8,51% à 40,19 dollars.



BOURSES

Les Bourses mondiales en hausse après l'élection de Joe Biden

Les Bourses mondiales évoluaient en hausse lundi, lors de la première séance suivant l'annonce de la victoire du démocrate Joe Biden à l'élection présidentielle américaine.

Les places européennes affichaient des gains conséquents vers 09H20, avec Paris à +1,82%, Londres à +1,56% ou Francfort à +1,80%. La semaine dernière, l'incertitude autour des résultats du

scrutin n'avait pas empêché leur forte hausse. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei, qui avait déjà bondi de près de 6% sur l'ensemble de la semaine dernière, a clôturé en hausse de 2,12%.

Les places chinoises enregistraient aussi de solides gains lundi: à Hong Kong l'indice Hang Seng a clôturé à +1,18%, l'indice composite de Shanghai à 1,86% et celui de Shenzhen de 2,25%.

Par ailleurs, les contrats à terme étaient largement positifs pour les indices américains augurant une ouverture euphorique là aussi.

Les Bourses espèrent plus de prévisibilité et moins de volatilité et les investisseurs parient sur le fait que Joe Biden mettra à nouveau plus l'accent sur la coopération internationale, selon des analystes.

FRANCE

L'activité économique chutera de 9% à 10% en 2020

La France devrait voir son activité économique réduite de 9% à 10% en 2020, a indiqué lundi sur RTL François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France. La banque centrale avait prédit en septembre une chute du produit intérieur brut (PIB) de 8,7% cette année, avant la deuxième vague de Covid-19. "Avant la deuxième vague, nous pensions qu'on aurait une récession d'un peu moins de 9%, nous pensons aujourd'hui que sur l'ensemble de l'année 2020 on sera entre -9% et -10%" de contraction du PIB, a déclaré M. Villeroy de Galhau.

Il a précisé que la Banque de France ne faisait pas à ce stade "de prévision sur l'ensemble du trimestre parce que ça va dépendre effectivement de ce qui se passe sur le mois de décembre".

La banque centrale française, qui publie lundi son enquête de conjoncture mensuelle réalisée auprès de 8.000 entreprises, fera à la mi-décembre une estimation plus précise du recul de l'activité en 2020, "et elle dépendra bien sûr de la suite de ce confinement", a encore expliqué son gouverneur.

M. Villeroy s'est réjoui que l'impact du deuxième confinement sur l'ensemble de l'économie soit beaucoup plus faible que celui du premier au printemps, avec 12% de chute de l'activité prévue en novembre contre -31% en avril. "Nous avons appris collectivement à travailler tout en protégeant les salariés", a-t-il estimé, relevant une activité qui se poursuit dans l'industrie et dans la construction, dans les services aux entreprises grâce "aux progrès du télétravail", ainsi que dans les services publics qui restent ouverts.

ALLEMAGNE

Exportations et excédent commercial progressent en septembre

Les exportations allemandes ont poursuivi en septembre leur rebond tandis que les importations sont restées stables, entraînant une hausse de l'excédent commercial, selon les données officielles publiées lundi. En données corrigées de variations saisonnières (CVS), les exportations, pilier de l'économie allemande, ont progressé de 2,3% et les importations ont baissé de 0,4% par rapport à août, a annoncé l'office fédéral des statistiques Destatis. Il s'agit de la cinquième hausse mensuelle d'affilée des exportations après leur plongeon au printemps causé par la pandémie de Covid-19. Par rapport à septembre 2019, exportations et importations restent cependant en recul de respectivement 3,8% et 4,3%, signe de l'impact durable de la pandémie sur l'économie internationale et le commerce. "Les exportations et la production industrielle pourraient empêcher l'économie de tomber au quatrième trimestre dans une deuxième dépression" en raison des nouvelles restrictions, note Carsten Brzeski, économiste chez ING. "Mais il est difficile de concevoir que les exportations ne soient pas affectées." Avec l'élection de Joe Biden aux Etats-Unis, même si "le secteur ne retrouvera pas facilement sa force passée", "la perspective pour les exportateurs allemands s'est améliorée", ajoute M. Brzeski, en référence à l'attitude hostile de Donald Trump envers la puissance commerciale allemande. La balance commerciale a progressé en septembre à 17,3 milliards d'euros, toujours en données CVS, contre 15,4 milliards en août. Les échanges avec l'Union européenne ont baissé de 3,3% tant côté exportations que pour les importations par rapport à septembre 2019. Pour les pays tiers, les exportations sont en baisse de 4,4% et les importations de 5,4% sur un an.

LITIGE AIRBUS-BOEING

L'UE va adopter des sanctions douanières contre les Etats-Unis (CE)

L'Union européenne va imposer des sanctions douanières contre les Etats-Unis, en représailles aux sanctions américaines, dans le litige opposant Airbus et Boeing sur les aides d'Etat, a annoncé lundi la Commission européenne.

"Nous avons une décision de l'OMC sur le cas Boeing, qui nous autorise à imposer des taxes et c'est ce que nous faisons", a déclaré Valdis Dombrovskis, commissaire européen à l'Economie, lors d'une déclaration à la presse, tout en précisant que Bruxelles restait "ouvert à une

solution négociée". Les ministres du Commerce de l'Union européenne sont réunis ce lundi à Bruxelles pour discuter notamment de la relation commerciale avec les Etats-Unis.

Bruxelles cherche néanmoins à nouer un accord avec les Etats-Unis pour sortir de la spirale négative des sanctions.

"Comme l'UE l'a dit de nombreuses occasions, nous sommes prêts à suspendre ou retirer nos taxes à tout moment, si les Etats-Unis suspendent ou retirent leurs taxes", a expliqué

M. Dombrovskis. L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) a autorisé mi-octobre l'UE à prendre des mesures de rétorsion contre Washington, dans ce feuilleton commercial vieux de 16 ans. Ces mesures pourraient représenter jusqu'à 4 milliards de taxes douanières sur des produits américains.

Pourraient ainsi être visés les avions de ligne produits aux Etats-Unis, les tracteurs, mais aussi la patate douce, les arachides, le jus d'orange congelé, le tabac, le ketchup ou encore le saumon du Pacifique. Ces taxes vien-

draient en miroir de l'autorisation accordée l'an passé aux Etats-Unis d'imposer des taxes sur près de 7,5 milliards de dollars de biens et services européens importés chaque année, la sanction la plus lourde jamais autorisée par l'OMC.

L'avionneur européen et son concurrent américain, et à travers eux Bruxelles et Washington, s'affrontent depuis octobre 2004 devant l'OMC, juge de paix du commerce mondial, sur les aides publiques versées aux deux groupes, jugées illégales de part et d'autre.

FINANCE VERTE

Le Royaume-Uni accueille un sommet virtuel

Le Royaume-Uni accueille lundi un sommet virtuel sur la finance verte et les investissements durables, "plus grande opportunité commerciale de notre temps" pour les entreprises, qui réunira dirigeants politiques et grands noms de la finance mondiale.

Ce sommet de trois jours, baptisé "Green Horizon summit", s'ouvre le jour où devait initialement débuter à Glasgow la conférence internationale sur le climat COP26, reportée à 2021 en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus.

Selon les organisateurs, le sommet a pour but d'accélérer l'innovation financière dans le climat, en promouvant des initiatives semblables à celles des "obligations vertes", auxquelles les entreprises ont déjà pu souscrire pour tirer profit de projets environnementaux dans le monde entier.

Atteindre les objectifs de "zéro émission nette" de CO2 "nécessitera une transition économique complète, impliquant chaque entreprise, banque, assureur et investisseur", a prévenu dans un communiqué l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, qui y voit "la plus grande opportunité commerciale de notre temps".

Désormais envoyé spécial de l'ONU

pour le climat et conseiller du Premier ministre Boris Johnson, M. Carney exposera les progrès réalisés par le secteur financier pour aider à résoudre la crise climatique et ce qui doit encore être fait en amont de la COP26, affirmant dans un communiqué commun le Green Finance Institute et la City of London Corporation, l'organisme qui gère la City de Londres. Parmi les autres intervenants figurent le patron de l'ONU Antonio Guterres, la présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde ou encore le Prince Charles, héritier de la couronne britannique. Du côté des investisseurs, sont attendus les directeurs des banques HSBC, Barclays et Standard Chartered, le co-fondateur de Microsoft Bill Gates, le milliardaire Mike Bloomberg ou encore Larry Finck, patron du colossal gestionnaire d'actifs BlackRock, qui s'est engagé à ce que son fonds d'investissement donne la priorité dans ses holdings au changement climatique et réduise sa participation aux projets qui exploitent du charbon.

Le sommet sera aussi l'occasion de débattre de "la manière dont le financement privé peut travailler avec les gouvernements pour permettre que la croissance verte stimule la relance mondiale

post-Covid", ajoute le communiqué.

En amont de la COP26 chargée de définir les prochaines étapes pour freiner le réchauffement climatique, le Royaume-Uni co-organisera aussi avec l'ONU une réunion politique le 12 décembre afin d'exhorter les gouvernements à redoubler leurs efforts pour réduire les émissions de CO2, comme prévu dans l'accord de Paris.

TUNISIE

Prolongement des mesures exceptionnelles en faveur des personnes redevables de dettes fiscales

Les personnes physiques et morales redevables de dettes fiscales au profit de l'Etat peuvent encore bénéficier des mesures exceptionnelles visant à réduire les effets de la crise du Coronavirus, a indiqué le ministère tunisien de l'Economie, des Finances et de la Promotion de l'Investissement dans un communiqué publié dimanche. Ces mesures prévoient essentiellement de prolonger à 7 ans les délais du calendrier de paiement dont la souscription a été fixée avant le 1er avril 2019, selon l'article 73 de la loi de finances pour l'année 2019 relatif à la régularisation de la situation fiscale des contribuables. Le ministère a, à cet égard, appelé les personnes physiques et morales concernées à prendre contact

avec les bureaux des recettes des finances auprès duquel le calendrier a été souscrit afin de soumettre leurs demandes de prolongation. Pour ce qui est des entreprises touchées par la crise, elles peuvent rééchelonner leurs dettes fiscales cumulées au titre de 2019 et 2020 et qui n'ont pas fait l'objet de souscription à un calendrier de paiement. Elles peuvent également prolonger à 7 ans la souscription du calendrier de paiement et bénéficier d'une exonération de paiement d'une avance lors de la souscription. Les personnes physiques et morales qui bénéficient d'un ticket d'éligibilité sont appelés à soumettre leurs demandes de prolongation auprès des recettes des finances.

APS

BOUMERDES Près de 3,6 milliards de DA de factures d'électricité et de gaz impayées

Les créances de la Société nationale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) détenues auprès de ses clients ont atteint fin septembre dernier 3,6 milliards de dinars dans la wilaya de Boumerdes, a fait savoir dimanche le directeur local de l'entreprise, Halim Kerbadeji. Le montant total des factures impayées par les clients de la Sonelgaz de la wilaya de Boumerdes ont atteint près de 3,6 milliards de DA, après s'être stabilisés autour de 1,812 milliards de DA à la fin 2019, a indiqué le responsable à l'APS. "60 % du montant global des factures impayées concerne les abonnés ordinaires (environ 2 milliards de DA) et ceux du secteur privé (640 millions de DA)", a-t-il détaillé. "Les 40 % restants, soit plus de 910 millions de DA, représentent les factures impayées par les communes et divers organismes publics et administrations", a-t-on ajouté. M. Kerbadeji a expliqué cette augmentation des créances était notamment due à la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19.

Depuis le début de la pandémie et suite à la mesure de confinement, des perturbations dans le recouvrement des créances ont été enregistrées, a-t-il ajouté.

La responsable a annoncé la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour le recouvrement progressifs de ces créances, devenues une charge pour l'entreprise et qui freinent le développement de ses investissements destinés à améliorer le service offert aux clients.

Afin de faciliter le paiement de leurs factures, la Sonelgaz a mis à la disposition de ses clients un système d'accompagnement avec la création de bureaux-Conseil au niveau de ses agences commerciales, à travers toute la wilaya. A cela s'ajoute la possibilité de règlement des factures au niveau des bureaux de poste ou via Internet à l'adresse électronique de l'entreprise, a-t-on indiqué de même source. Parallèlement à ces mesures de facilitation, M. Kerbadeji, a indiqué que sa direction a mis au point un plan prévoyant des coupures de l'alimentation en gaz et électricité et des poursuites judiciaires contre les clients qui refuseraient de payer leur consommation énergétique. Il est à noter que la consommation d'énergie électrique a connu une hausse de plus de 30 % ces dernières années à Boumerdes, en passant de 900 gigawatts en 2009 à 1200 gigawatts actuellement.

JJEL Une opération d'immigration clandestine déjouée, arrestation de 2 individus

Les éléments de brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ) relevant de la sûreté de daïra de Chakfa (Jjel) ont déjoué une opération d'immigration clandestine et arrêté deux (2) jeunes organisateurs de la traversée par mer, a-t-on appris dimanche du responsable de la cellule de communication et des relations publiques auprès de ce corps de sécurité, le commissaire principal de police, Aziza Djrourou.

Agissant sur la base de renseignements dénonçant des jeunes qui organisaient une opération d'immigration clandestine, les éléments de la BMPJ ont intensifié les recherches et les investigations et sont parvenus à identifier les suspects, a précisé la même source à l'APS.

Il s'agit, a ajouté le commissaire principale de police, de deux jeunes âgés de 27 et 28 ans qui organisaient des opérations d'immigration clandestine.

Il a été procédé, durant cette opération, à la saisie d'un moteur d'une embarcation, 30 litres de carburant en plus d'un ventilateur pour embarcation à moteur, un gilet de sauvetage, un chariot de transport d'embarcation de grand format, a ajouté la même source.

Après la finalisation des procédures légales d'usage, les deux individus qui ont été présentés devant les instances judiciaires ont été mis sous mandat de dépôt, a indiqué la commissaire principale de police Aziza Djrourou.

SOUR EL GHOZLANE (BOUIRA) Saisie de matériels et instruments destinés au faux monnayage et arrestation d'un individu

Du matériel et instruments destinés à la fabrication de la fausse monnaie étrangère ont été saisis par les services de la gendarmerie nationale à Sour El Ghoulane, au sud de Bouira, qui ont arrêté un individu mis en cause dans cette affaire, a-t-on appris dimanche auprès du groupement de la gendarmerie nationale de la wilaya.

Agissant sur la base de renseignements

faisant état d'une activité suspecte d'un réseau criminel spécialisé dans le faux monnayage et l'écoulement de faux billets d'une monnaie étrangère (Euro) dans la ville de Sour El Ghoulane, l'unité de recherche et d'exploitation de la gendarmerie nationale a lancé une enquête minutieuse qui a abouti à l'arrestation des membres de ce réseau. "Le plan mis en place nous a permis d'arrêter un individu

(M.H.) à bord d'un véhicule touristique.

Après une opération de fouille de la voiture, les éléments de la gendarmerie nationale ont découvert 30 paquets de feuilles de couleur noire destinées au trafic de faux billets en devise, à savoir l'euro", a expliqué le chargé de la communication du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Bouira, l'officier Lazhar Guerdouh. Le mis en cause dans

INCENDIES DE FORÊTS À TIPAZA Des aides financières aux familles des victimes

Mme Labiba Ouinaz, wali de Tipaza, a procédé, dimanche, à l'octroi d'aides financières au profit des familles victimes des incendies de forêts à Gouraya (Tipaza) qui ont causé la mort de deux personnes et des dégâts pour la faune et la flore.

Lors d'une rencontre au siège de la daïra de Gouraya avec les victimes des incendies, Mme Labiba Ouinaz a déploré les incendies de forêts enregistrés la semaine dernière à Gouraya, ayant fait des victimes, affirmant que tous les services de l'Etat sont mobilisés pour prêter assistance et soutien nécessaires aux familles des victimes dont les maisons, bétails et cultures ont été ravagés par les feux".

S'adressant aux familles des victimes, elle a souligné que le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad l'a chargée "d'octroyer des aides financières de la part du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit des familles des victimes", à savoir les défunts Mohamed Boumlid et Belkacem Khadri, décédés après avoir tenté de sauver leurs bétails.

Elle a également indiqué que tous les sinistrés qui ont subi des pertes ayant touché leurs récoltes agricoles ou



leurs bétails seront dédommagés.

Elle a, également, précisé que les commissions installées pour évaluer les pertes dans le cadre de l'action de la cellule de crise, ont recensé 20 habitations précaires endommagées dont les propriétaires seront pris en charge dans le cadre des programmes de logements sociaux.

Lors de sa visite à la ville de Gouraya (Tipaza) pour

s'enquérir de la situation et présenter ses condoléances aux familles des victimes, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad avait affirmé que "l'hypothèse de l'acte criminel n'était pas écartée" concernant les incendies déclarés vendredi dans les forêts de la région, soulignant que "la loi sera rigoureusement appliquée".

Dans une déclaration à la presse après s'être enquis de la situation sur place, en

compagnie du Commandant de la Gendarmerie nationale, le Général Gouasmia Noureddine, et du Directeur général de la sûreté nationale, Khelifa Ounissi, le Premier ministre a fait part de "sa décision de faire en personne le constat" de la situation dans la wilaya, annonçant l'ouverture "d'une enquête minutieuse" pour déterminer les circonstances de ces incendies.

Les incendies déclarés vendredi dans plusieurs wilayas du pays ont fait deux morts à Gouraya (Tipaza), et 50 blessés au niveau national, outre des dégâts ayant touché les richesses forestières, animalières et agricoles.

A Gouraya, les incendies avaient atteint, sous l'effet des rafales de vent, cinq douars à savoir, Imelhaine, Nihaya, Saadoune, Iachouren, Izeghran et Oued Essebt, induisant l'impérative évacuation des citoyens par les autorités locales.

SÉISME DE MILA Relogement de 181 familles et distribution de 359 aides au profit des sinistrés

Pas moins de 181 familles touchées par les séismes survenus les 17 juillet et 7 août derniers à Mila ont été relogées dans la région de Ferdoua dans la commune de Sidi Marouane, tandis que 359 aides ont été octroyées aux personnes souhaitant bénéficier de parcelles de terrain pour y construire leurs habitations.

"Cette opération représente une première tranche de la prise en charge des sinistrés et de la matérialisation de l'engagement des autorités envers eux", a indiqué le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Moundji Abdellah, en président en compagnie du secrétaire général du ministère du Logement, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed El Habib Zahana, la cérémonie de remise des clés et des aides au siège de la wilaya.

Le même responsable a précisé, en ce sens, que 181 familles ont bénéficié de logements sociaux publics locatifs, dont 62 sont alloués au profit des habitants de la vieille ville de Mila touchés par le séisme, alors que le reste est issu du quartier sinistré d'El Kherba.

Aussi, des décisions relatives à l'octroi de 359 aides ont aussi été distribuées aux personnes souhaitant bénéficier de parcelles de terrain pour la

construction d'habitations et ce, après l'achèvement de l'étude des dossiers par la commission nationale en charge de cette opération, a-t-il dit.

Selon Moundji Abdallah, la commission a étudié 816 dossiers de sinistrés dont les habitations sont classées rouge (niveau 5) et orange (niveau 4) sur plus de 1 660 dossiers reçus, révélant que l'étude du reste des dossiers est toujours en cours afin d'annoncer les conclusions dans les prochains jours. La même source a également précisé que l'orientation des bénéficiaires vers des aides au logement est dictée par "les demandes des personnes concernées elles-mêmes", faisant savoir que 434 personnes ont choisi cette option.

S'agissant de ceux souhaitant bénéficier d'un logement public locatif, le même responsable a fait état de 119 dossiers analysés de "façon définitive" sur les 219 dossiers soumis à l'étude, évoquant la possibilité pour ceux dont les dossiers n'ont pas été acceptés de déposer un recours au niveau du ministère pour réétudier leur dossier.

Il a par ailleurs rassuré, les citoyens non concernés par la première tranche ou qui avaient déposé des recours que le dossier restera ouvert jusqu'à ce que tous les dossiers et appels soient examinés cas par cas". Pour sa part, le SG du

ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed El Habib Zahana, a déclaré que "l'Etat s'est engagé à tenir ses promesses au sujet de la prise en charge des personnes affectées par le séisme", précisant que "l'opération d'aujourd'hui sera suivie par d'autres engagements".

Et d'ajouter: "les efforts se poursuivront pour étudier les dossiers relatifs aux aides à la rénovation des logements endommagés et ceux concernant les lotissements destinés aux sinistrés".

Visitant en compagnie du SG du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le site de Ferdoua vers lequel ont été transférées 181 familles sinistrées, M. Zahana a souligné l'importance de "fournir toutes les conditions nécessaires pour assurer une vie décente aux citoyens". De leur côté, les bénéficiaires ont exprimé leur "immense joie" d'avoir été relogés, à l'instar de Mme Djamilia Lahchili qui a passé avec sa famille deux mois et demi sous la tente, après que son habitation située dans le quartier El Kherba ait été endommagée.

Une opération saluée également par Ammar Zagrou qui a loué les efforts de l'Etat pour les prendre en charge et les transférer dans des logements décentes.

MIGRATIONS - NAUFRAGE

Grèce : un enfant mort noyé dans un naufrage en mer Egée

Un enfant est décédé dans le naufrage d'un canot de migrants survenu dimanche au large de l'île grecque de Samos, ont rapporté lundi des médias.

Des ONG se sont émues de la mort de l'enfant, "nous sommes en 2020 et des personnes continuent de mourir aux frontières de l'Europe", s'est indigné lundi l'organisation Médecins Sans Frontières.

"Cette nouvelle tragédie montre la nécessité urgente de trouver des voies sûres et légales" permettant aux demandeurs d'asile de rejoindre l'Europe, a estimé le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés.

Le corps d'un jeune garçon a été retrouvé dimanche matin sur les côtes de l'île grecque de Samos tandis que sept migrants portés disparu ont été finalement repêchés en vie dimanche soir, selon les gardes-côtes grecs. "Au total, 24 migrants et le corps d'un garçon mineur ont été retrouvés sur la côte sud de l'île de



Samos", ont annoncé en soirée les gardes-côtes grecs, dans un communiqué.

Dans un premier temps, le corps de l'enfant ainsi qu'une femme rescapée ont été retrouvés près du lieu du nau-

frage, selon l'agence de presse grecque ANA. Plus tard, dix autres migrants en vie ont été repêchés non loin par les gardes-côtes.

Six autres migrants ont réussi à rejoindre les côtes de

Samos en nageant. En soirée, ce sont sept autres disparus qui ont finalement été retrouvés.

Samos est une des cinq îles égéennes qui disposent d'un centre d'identification et de réception où les réfugiés et migrants sont censés rester le temps de l'étude de leur demande d'asile.

Dans le camp de Vathy à Samos, conçu pour 648 personnes, 3.874 demandeurs d'asile vivent actuellement dans des conditions sordides.

D'après le ministère grec des Migrations, les arrivées de migrants depuis la Turquie ont baissé de 73% par rapport à l'année dernière.

Durant les neuf premiers mois de 2020, 12.289 migrants sont arrivés sur les îles grecques contre 44.734 sur la même période l'an dernier.

INDE - POLLUTION

La justice interdit les pétards dans les villes polluées

Le tribunal indien chargé de l'environnement a ordonné lundi l'interdiction des pétards et feux d'artifice durant la fête de Diwali dans les villes à l'air pollué, évoquant un lien entre la pollution et la progression du Covid-19.

Avant Diwali, la grande fête hindoue des lumières prévue samedi, le tribunal a jugé nécessaire cette interdiction en raison du rôle joué par la pollution dans une nouvelle hausse des cas de nouveau coronavirus.

La pollution provoquée par les pétards et feux d'artifice "aggrave les risques pour la vie et la santé", a estimé le tribunal.

L'interdiction est applicable jusqu'au 30

novembre dans toutes les villes sujettes à une pollution accrue, ce qui est le cas de presque tout le Nord de l'Inde en hiver.

New Delhi et les Etats du Rajasthan, de l'Haryana, du Maharashtra et du Bengale occidental ont déjà interdit ou limité la vente et l'utilisation de pétards et feux d'artifice.

Dans le reste du pays, les Etats envisagent d'autoriser samedi les pétards durant des plages de temps limitées à une heure.

Pour le tribunal, l'interdiction doit être "absolue" à New Delhi en raison de la pollution et de la hausse des cas de Covid-19.

La capitale indienne, où les indices gou-

vernementaux de la pollution sont au niveau "sévère" depuis près d'une semaine, a enregistré dimanche un nouveau record quotidien de nouveaux cas de covid-19, à 7.750, et des hôpitaux font état d'un risque de pénurie de lits en soins intensifs.

L'Inde est le deuxième pays au monde le plus touché par la pandémie en nombre de cas derrière les Etats-Unis.

Le pays compte 8,5 millions de cas et près de 127.000 morts du Covid-19.

Les fabricants de pétards et feux d'artifices ont immédiatement réclamé des compensations publiques pour cette interdiction.

ESPAGNE

738 migrants sénégalais clandestins débarquent en 3 jours (médias)

Quelque 738 migrants sénégalais clandestins sont entrés en Espagne par la mer entre le 6 et le 8 novembre, ont rapporté dimanche des médias locaux.

Selon la fondatrice du collectif Caminando Fronteras, Héléna Maleno Garzon, citée par l'agence Afrique Presse (AP), deux pirogues venues du Sénégal sont arrivées à Tenerife (Espagne) le 7 novembre avec 271 passagers.

Le même jour, deux autres embarcations ont débarqué à Gran

Canaria avec 110 passagers, et à El Hierro (154 passagers), selon la même source. Pour le dernier convoi, "l'un des migrants a été retrouvé mort". Vingt autres pirogues transportant 597 migrants clandestins, ont été signalées samedi. La veille, une pirogue avec 118 migrants sénégalais accostait à Tenerife, a ajouté l'AP. Un autre convoi de 85 migrants sénégalais est arrivé, hier (samedi), en Espagne. Fin octobre, le président sénégalais Macky Sall,

a donné "des instructions fermes" pour le renforcement du contrôle des embarcations et de la surveillance côtière, à la suite de la recrudescence de l'émigration clandestine, avait rapporté l'agence de presse sénégalaise (APS), citant un communiqué de la présidence de la République. "Devant la recrudescence de la migration clandestine, le chef de l'Etat a donné des instructions fermes pour le renforcement du contrôle des embarcations, de la surveillance côtière, de

l'identification et du démantèlement systématique des réseaux de passeurs qui organisent ce trafic illicite", selon la même source.

L'agence de presse sénégalaise, a également rappelé que les îles Canaries, l'une des portes d'entrée de l'Europe pour les embarcations venant d'Afrique subsaharienne, "sont submergées par les arrivées de migrants dont le nombre serait encore bien plus important", commentant à la même période de l'année précédente.

TEMPÊTE TROPICALE ETA

Elle menace la Floride après l'Amérique centrale

La tempête tropicale Eta, après avoir fait près de 200 morts ou disparus en Amérique centrale, s'approchait dimanche soir des côtes de Floride, menaçant de se transformer en ouragan.

Selon le National Hurricane Center (NHC), basé à Miami, à 19H00 (12H00 GMT lundi), la tempête enregistrerait des vents puissants avec des rafales allant jusqu'à 100 km/h et se trouvait à 145 km au sud de Miami, où ses effets commençaient déjà à se faire sentir.

"Un renforcement est prévu au cours de demain et Eta devrait devenir un ouragan à l'approche ou au-dessus des Keys de Floride entre ce soir et lundi matin", met en garde le NHC. Le sud de la Floride a été placé en avertissement ou alerte ouragan, y compris Miami et Fort Lauderdale, déjà frappés par des inondations, selon des images des télévisions. Les autorités ont appelé les habi-

tants des zones touchées à quitter leurs foyers et à se mettre en lieu sûr.

"Les inondations sont la principale préoccupation", a déclaré Dan Hayes du restaurant Margaritaville de Key West à la chaîne locale 10.

"Nous avons donc décidé de ne pas ouvrir aujourd'hui, nous sommes préoccupés par la sécurité de notre personnel", a-t-il ajouté. Selon la société locale Florida Power & Light, déjà des dizaines de milliers de foyers sont privés d'électricité.

Les plus touchés sont les comtés de Miami-Dade (30.700) et Broward (42.300) ainsi que la ville de Palm Beach (40.700).

Le gouverneur de Floride, Ron De Santis, a déclaré samedi l'état d'urgence dans les comtés du sud.

Les écoles seront fermées lundi dans les Keys du sud, les sites de tests du Covid-19 ont été temporairement fermés et les autorités



ont ouvert des abris et commencé à distribuer des sacs de sable pour que la population puisse protéger les maisons des inondations.

ALLEMAGNE
Fermeture définitive de l'aéroport international de Tegel à Berlin

L'aéroport international de Tegel à Berlin, lieu chargé d'histoire, a définitivement fermé dimanche après le décollage d'un dernier vol Air France, une semaine après le coup d'envoi enfin réussi de son remplaçant au sud-est de la capitale.

Un vol AF1235 de la compagnie aérienne française à destination de Paris a décollé dans l'après-midi marquant la fin de cet aéroport emblématique, cher au coeur des Berlinoises.

"Je le dis tout net: c'est un jour où le coeur de beaucoup saigne", a commenté le maire de la ville Michael Müller, cité par l'agence dpa.

"Tegel était pour nous, les Berlinoises et Berlinoises, la porte vers le monde", a-t-il ajouté.

En pleine pandémie de nouveau coronavirus qui cloue au sol une grande partie des avions dans le monde, des invités triés sur le volet devaient prendre place à bord de ce vol. Samedi, les derniers vols commerciaux avaient décollé de Tegel sous le regard de milliers de nostalgiques venus assister aux dernières heures d'exploitation du terminal.

Le nouvel aéroport international de Berlin a été mis en service samedi dernier avec neuf ans de retard, à un moment où le secteur aérien est plongé dans une crise sans précédent.

Deux avions spéciaux de Lufthansa et d'Easyjet avaient atterri sans encombre sur les pistes de l'aéroport Willy-Brandt (BER) à Schönefeld, au sud-est de la capitale.

Pendant la Guerre froide, Tegel fut une porte vers la liberté pour de nombreux Allemands encerclés par le Mur. Air France avait été la première compagnie à mettre en place des vols réguliers en 1960 depuis et à destination de cet aéroport alors situé dans le secteur français de Berlin-Ouest. Conçu à l'origine pour transporter 2,5 millions de passagers par an, Tegel-TXL avait vu ses compteurs s'affoler après la réunification, dépassant les 20 millions de voyageurs en 2014.

L'aéroport avait fini par être saturé, marqué par les retards en série des vols et les pertes de bagages. Le retard exceptionnel autour du grand chantier du nouvel aéroport international a donné neuf années de sursis à Tegel, resté ouvert plus longtemps que prévu.

Tout un nouveau quartier doit désormais émerger, selon la municipalité de Berlin, avec des logements pour plus de 10.000 personnes, et les infrastructures correspondantes -magasins, écoles, crèches.

Le terminal hexagonal, classé aux monuments historiques, abritera lui un centre de développement urbain de l'Université des sciences appliquées Beuth.

S A N T É - A L G É R I E

EPIDÉMIE - MESURES

Sétif : la polyclinique de la cité "Bel air" affectée aux analyses et au dépistage

La polyclinique de la cité "Bel air", située au centre de Sétif, a été affectée aux analyses et au dépistage du nouveau coronavirus, a-t-on appris, dimanche, de responsables de la direction locale de la santé.

A ce propos, Rima Boussour, chargée de l'information au sein de cette direction, a affirmé à l'APS, que "cette mesure s'inscrit dans le cadre des mesures urgentes et complémentaires visant à faire face à ce virus dans la région et assurer une meilleure prise en charge des personnes contaminées", cela en plus de soulager la pression sur le centre hospitalo-universitaire (CHU) Mohamed Abdenour Saâda du chef-lieu de wilaya.

Selon la même source, tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour mettre sur pied, "dans les prochaines heures", ce nouveau centre de dépistage et d'analyses, ainsi que le personnel médical et paramédical en nombre suffisant pour une meilleure prise en charge des malades, mais aussi pour dépister les cas suspects de Covid-19 dans "les plus brefs délais".

Il s'agit du "second" centre à travers la wilaya, chargé de procéder aux analyses et au dépistage de la Covid-19, après la polyclinique d'El Hidhab implantée à l'Est de Sétif), a-t-on indiqué.

Les mesures urgentes mises en branle portent aussi sur la réouverture de l'Institut national de formation professionnelle de la cité Tebninet (Nord de Sétif) pour accueillir et prendre en charge les cas positifs contaminés par le virus, ne nécessitant pas d'hospitalisation médicale, a souligné la même responsable.

Selon la même source, cette opération est considérée comme une "mesure urgente" pour soulager la pression sur le centre hospitalo-universitaire en cas d'augmentation du nombre de malades contaminés, afin d'assurer une meilleure prise en charge des personnes atteintes de Covid-19.

Dans ce même contexte, Mlle Boussour a fait savoir que ce centre sera également consacré aux patients en cas de saturation dans les hôpitaux des différentes daïras de la wilaya, comme l'hôpital Saroub El Khathir d'El Eulma et Mohamed Boudiaf à Ain Oulmène (à l'Est et au Sud de Sétif).

Une intensification des opérations de sensibilisation des citoyens quant à la nécessité de respecter strictement les mesures préventives à travers les établissements et les structures publiques et privées, les places publiques, les rues et les espaces commerciaux, en plus des réseaux sociaux, est également en cours.

BECHAR

Ouverture prochaine d'un hôpital de 60 lits à Kerzaz

Un hôpital de 60 lits sera prochainement ouvert au chef-lieu de la daïra de Kerzaz (350 km au sud de Bechar) pour l'amélioration de la prise en charge sanitaire dans la région, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Le service des urgences médicales et chirurgicales de la nouvelle structure hospitalière a été ouvert, en attendant la mise en service de l'ensemble des services médicaux au premier trimestre 2021, après leurs équipements, a indiqué le DSP, Mustapha Ijjar.

La mise en service prochaine de l'hôpital va renforcer la couverture sanitaire dans la partie sud de la wilaya de Bechar, et mettra un terme aux déplacements des malades de plusieurs localités de la daïra de Kerzaz vers les hôpitaux de Béni-Abbes et Bechar, a-t-il souligné.

Outre ce projet, "il a été procédé à Timoudi (commune rattachée à la même daïra) à la mise en service d'une polyclinique pour la prise en charge des soins de base des populations de cette région, notamment les soins et consultations médicales spécialisées Mère-Enfant", a fait savoir le DSP.

Un hôpital de 60 lits, en réalisation à u chef-lieu de la daïra frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar), sera également ouvert prochainement, dans le but d'accroître les structures hospitalières dans cette région, a-t-on ajouté à la DSP de Bechar.

En plus de ces projets, il a été procédé à l'acquisition et la mise en service de nouveaux équipements médicaux modernes, à savoir deux scanners pour l'établissement public hospitalier EPH-Tourabi Boudjemaa (240 lits) à Bechar et celui du chef-lieu de la wilaya déléguée de Béni-Abbes, selon la même source.

ALGÉRIE - CORONAVIRUS

642 nouveaux cas, 288 guérisons et 14 décès ces dernières 24h en Algérie (Fourar)

Six cent quarante-deux (642) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 288 guérisons et 14 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 62.693 dont 642 nouveaux cas, soit 1,5 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2062 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 42.325, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 9 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 21 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 18 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 60 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des



règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

VIRUS - PRÉVENTION

Tébessa : de nouvelles mesures préventives pour lutter contre la propagation du coronavirus

Une série de nouvelles mesures de prévention contre le coronavirus, (Covid-19) a été adoptée dans la wilaya de Tébessa, pour faire face à la recrudescence des cas contaminés, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

La même source a fait savoir qu'à l'issue d'une réunion tenue samedi consacrée à la situation épidémiologique, présidée par le wali, Mohamed El-Baraka Dahadj, plusieurs décisions ont été prises pour contrer la propagation du Covid-19.

A cet effet, une décision d'interdiction de l'utilisation des tables et chaises dans les cafés et restaurants a été prise en parallèle à la suspension de toutes les activités sportives et culturelles, a indiqué la même source, relevant que



les services sécuritaires sont chargés de veiller au respect de ces mesures.

Aussi, l'obligation du port de masque notamment dans les espaces et les établissements publics a été notifiée tout comme l'interdiction des rassemblements familiaux, les cérémonies de mariages particulièrement, a-t-on

encore ajouté. Le chef de l'exécutif local a instruit les chefs de daïras et les présidents des APC à l'effet de réactiver le programme de désinfection des quartiers, des administrations et des espaces publics en coordination avec les associations locales pour préserver la santé publique. En outre, le wali a chargé les responsa-

bles du secteur de la poste d'élaborer un plan d'action spécial visant une meilleure organisation des citoyens qui affluent aux bureaux de poste, dans le respect du protocole sanitaire. Sur un autre registre, M. Dahadj a exhorté les responsables du secteur de la santé à œuvrer à intensifier les enquêtes épidémiologiques, réactiver la mission des cellules de crise pour la prévention, le suivi et le contrôle de la situation sanitaire.

Enfin, le wali a appelé les directeurs de l'exécutif, les chefs de daïras et les présidents des APC à mobiliser "tous les moyens humains et matériels nécessaires" pour la concrétisation de ce plan de travail, exhortant aussi les citoyens à adhérer à ce plan et à œuvrer à s'adapter à la conjoncture, a-t-on conclu.

CARAVANE DE DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN

Plus de 670 femmes des zones rurales d'Oran examinées (DSP)

Plus de 670 femmes habitant dans les zones rurales de la wilaya d'Oran ont été examinées par des spécialistes d'une caravane médicale qui avaient décelé chez une vingtaine parmi elles des lésions au sein, a-t-on appris auprès de la direction de la Santé et de la population (DSP), partie organisatrice.

Organisée du 1er au 28 octobre dernier dans le cadre du mois de dépistage "Octobre Rose", cette caravane a sillonné 37 zones d'ombre dans la wilaya d'Oran, a indiqué à l'APS la responsable du Programme national de dépistage du cancer du sein à la DSP, Dr. Faïza Mokdad. Il s'agit de femmes habitant dans des villages éloignés des différentes communes de la wilaya dont

Aïn El Kerma, Hassi Bounif, Benfrah, Bousfer et El Ançor. Plus de 1400 femmes, toutes tranches d'âge confondues, ont été sensibilisées au cancer du sein et plus de 670 d'entre elles ont été examinées au niveau du clinomobile mobilisé pour la circonstance par la DSP. Cette structure mobile est dotée de trois boîtes de consultation et d'échographie. Des Médecins généralistes, une sage femme, un psychologue, une conseillère en allaitement maternel, un oncologue et un gynécologue ont également été mobilisés.

Après examen, 21 femmes âgées de 23 à 49 ans présentant des lésions suspectes du sein ont été prises en charge et orientées pour effectuer des examens approfondis, des bilans et des biopsies, entre autres, a indiqué Dr Mokdad.

"Nous avons également orienté plus

de 300 femmes de plus de 45 ans à faire des mammographies, tandis que plus de 100 autres âgées de moins de 45 ans ont passé une échographie mammaire sur place", a souligné le spécialiste. "La caravane a constitué un bon moyen pour rappeler aux femmes que le dépistage précoce est la meilleure arme face au cancer du sein, l'autopalpation en premier lieu.

Notre but est d'apprendre aux femmes les bons gestes pour dépister précocement des anomalies, s'auto-examiner, comment et quand", a-t-elle déclaré.

La caravane a été également une occasion pour effectuer le dépistage du cancer du col utérin et plus de 300 frottes sur place, a ajouté Dr Mokdad.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE
Au moins 1.255.803 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 1.255.803 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un nouveau bilan établi à partir de sources officielles lundi à 11H00 GMT.

Plus de 50.376.020 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 32.718.100 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Un précédent bilan établi dimanche à 16h15 GMT, faisait état de 50.010.400 cas, dont 1.251.980 décès depuis le début de la pandémie fin 2019.

Sur la journée de dimanche, 5.620 nouveaux décès et 484.920 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 548 nouveaux morts, l'Inde (490) et l'Iran (459).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 237.584 décès pour 9.972.333 cas recensés, selon



le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 3.851.465 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 162.397 morts et 5.664.115 cas, l'Inde avec 126.611 morts (8.553.657 cas), le Mexique avec 95.027 morts (967.825 cas), et le

Royaume-Uni avec 49.044 morts (1.192.013 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 113 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Pérou (106), l'Espagne (83) et le Brésil

(76). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 86.245 cas (33 nouveaux entre dimanche et lundi), dont 4.634 décès (0 nouveau) et 81.187 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient lundi à 11H00 GMT 412.633 décès pour 11.636.975 cas, l'Europe 307.224 décès (12.773.490 cas), les Etats-Unis et le Canada 248.090 décès (10.233.629 cas), l'Asie 177.323 décès (11.076.047 cas), le Moyen-Orient 64.581 décès (2.742.914 cas), l'Afrique 45.011 décès (1.883.036 cas), et l'Océanie 941 décès (29.933 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par médias, auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ALLEMAGNE
13.363 nouvelles infections, 671.868 au total

Les infections au Covid-19 en Allemagne ont augmenté de 13.363 en 24 heures pour atteindre un total de 671.868, ont indiqué les données officielles lundi.

Le nombre de morts liées au virus dans le pays au cours de la même période a augmenté de 63, portant à 11.352 le bilan des décès, selon l'Institut Robert Koch, l'agence gouvernementale fédérale pour le contrôle et la prévention des maladies.

L'Allemagne est actuellement dans une période de confinement d'un mois pour ralentir la propagation du virus.

Le pays doit "freiner de toute urgence" pour garder la pandémie de Covid-19 sous contrôle, a déclaré mardi le ministre de la Santé, Jens Spahn.

TURQUIE
2.516 nouveaux cas de COVID-19, portant le total à 395.255

La Turquie a enregistré dimanche 2.516 nouveaux cas de COVID-19, portant le total des cas confirmés dans le pays à 395.255, a annoncé le ministère de la Santé.

Dans le même temps, 84 personnes sont décédées du virus au cours des dernières 24 heures, portant le total national à 10.887 décès.

Par ailleurs, 2.018 patients se sont rétablis au cours des dernières 24 heures, portant le total des guérisons à 338.239 dans le pays depuis le début de l'épidémie.

Le taux de pneumonie chez les patients atteints du COVID-19 est de 4,7%, tandis que le nombre de patients gravement malades est de 2.740. Au total, 141.944 tests de dépistage ont été effectués en 24 heures, soit un total de 15.127.811 tests pratiqués dans le pays depuis le début de l'épidémie.

La Turquie a signalé son premier cas de COVID-19 le 11 mars.

CHINE
La partie continentale signale 32 nouveaux cas importés

La partie continentale de la Chine a signalé dimanche 32 nouveaux cas importés de COVID-19, portant le nombre total de cas importés à 3.603, a annoncé lundi la Commission nationale chinoise de la santé.

Parmi les nouveaux cas importés, treize ont été signalés à Shanghai, six au Shaanxi, quatre au Guangdong, quatre au Sichuan, deux en Mongolie intérieure, un au Shanxi, un au Liaoning et un au Jiangsu, a précisé la commission dans son rapport quotidien.

Sur l'ensemble des cas importés, 3.240 ont quitté l'hôpital après leur rétablissement, et 363 restent hospitalisés, a indiqué la commission.

Aucun décès n'a été rapporté parmi les cas importés.

APS

RUSSIE

Nouveaux records de contaminations au virus

La Russie a enregistré lundi un nouveau record de contaminations quotidiennes par la Covid-19 avec près de 22.000 cas, Moscou dépassant notamment pour la première fois le pic du mois de mai.

Les autorités russes ont jusqu'ici exclu tout nouveau confinement d'ampleur, estimant que des mesures restrictives comme celles imposées au printemps seraient trop dommageables pour l'économie.

Lundi, 21.798 nouveaux cas ont été décomptés en Russie, soit presque le

double du pic de 11.607 cas du 11 mai.

A Moscou, épicentre de l'épidémie, 6.897 contaminations ont été recensées au cours des dernières 24 heures, dépassant le record de 6.703 nouveaux malades du 7 mai.

Par ailleurs, 256 nouveaux morts ont été comptabilisés dans le pays, portant le total à 30.793.

La Russie, Moscou en particulier, avait imposé un confinement très strict pour freiner l'épidémie au printemps. Cet automne par contre, l'option a été jusqu'ici rejetée. Au nom de

la sauvegarde de l'économie, les autorités moscovites ont préféré des mesures plus ciblées, comme le confinement conseillé aux plus de 65 ans, l'enseignement à distance à partir de la 6e ou l'obligation pour les entreprises d'avoir 30% du personnel en télétravail.

Le président russe Vladimir Poutine a milité fin octobre pour des mesures "ciblées et justifiées (...) pour protéger au maximum la sécurité des gens", tout en maintenant "les activités des entreprises".

ETATS-UNIS

Le taux de positivité tend à baisser à New York

Le taux de positivité des tests de Covid-19 dans les zones ciblées par la stratégie des micro-clusters, où la pandémie a été la plus grave dans l'Etat de New York, était de 3,72% samedi, contre 4,22% un jour plus tôt, a tweeté dimanche le gouverneur Andrew Cuomo.

A l'exclusion de ces zones prioritaires, le taux de positivité à l'échelle de l'Etat, était de 2,23%, contre 2,01% vendredi, a précisé, M.Cuomo, cité par des médias. Sur les 145.642 tests

effectués samedi, 3.428 se sont révélés positifs, soit 2,35% du total, contre 2,19% un jour plus tôt, a-t-il ajouté. Les trois principaux taux ont connu une tendance à la hausse pendant trois jours consécutifs de mercredi à vendredi dans l'Etat. Dimanche soir, le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes de l'université Johns Hopkins a fait état de 33.694 décès liés au nouveau coronavirus au cours des huit derniers mois dans l'Etat de New York, le pire bilan du pays.

LUTTE CONTRE LA COVID-19

La communauté internationale doit rester mobilisée (OMS)

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a appelé lundi la communauté internationale à "ne pas fermer les yeux" face à la pandémie de Covid-19, même si le monde "est fatigué" du virus.

Dans son discours d'ouverture de l'assemblée générale annuelle de l'OMS qui se tient virtuellement cette semaine, Dr Ghebreyesus - lui-même en quarantaine pour avoir été en contact avec une personne testée positive - a appelé la communauté internationale à retrouver "d'urgence le sens du bien commun".

"Dans cet esprit, nous félicitons le président (américain) élu Joe Biden et la vice-présidente élue Kamala Harris", a-t-il dit, après avoir tweeté ses félicitations dès dimanche.

"Nous nous réjouissons à l'idée de travailler en étroite collaboration avec leur administration", a-t-il ajouté. M.

Biden a annoncé la mise en place dès lundi d'une cellule de crise sur le nouveau coronavirus, qui a contaminé plus de 50 millions de personnes dans le monde, dont près de 10 millions dans son pays.

M. Biden, qui a assuré de sa volonté de rejoindre l'OMS, a pris ainsi le contrepied de son rival Donald Trump, qui a toujours minimisé la pandémie et renié l'agence spécialisée onusienne, la qualifiant de "marionnette" aux mains de la Chine.

"Nous pourrions être fatigués du Covid-19.

Mais il n'est pas fatigué de nous", a soutenu le chef de l'OMS. "Oui, il s'attaque aux personnes en plus mauvaise santé.

Mais il s'attaque aussi à d'autres faiblesses: l'inégalité, la division, le déni, les vœux pieux et l'ignorance délibérée". Et d'asséner: "Nous ne pouvons pas négocier avec la Covid-19, ni fermer les

yeux et espérer qu'il disparaisse". Le chef de l'OMS, a également souligné que le virus ne se soucie pas "de la rhétorique politique ou des théories de conspiration". "Notre seul espoir est la science, les solutions et la solidarité", a-t-il assuré aux 194 pays membres de l'organisation onusienne de la santé.

Cette assemblée générale d'une semaine (jusqu'au 14 octobre) est relancée quelques mois après une première partie en mai de deux jours, ciblée sur la pandémie.

Cette semaine sera l'occasion pour les diplomates de discuter de la réforme de l'OMS visant à rendre l'organisation plus rapide et efficace face aux défis actuels, dont les pandémies.

Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a appelé à "accélérer" la réforme, demandant aux pays d'œuvrer en ce sens en renforçant leurs capacités sanitaires nationales et en améliorant la coopération internationale".

ACCIDENT VASCULAIRE CÉRÉBRAL UN TRAVAIL STRESSANT AUGMENTE LE RISQUE

Après le tabac et l'hypertension, il faut désormais ajouter le stress au travail dans la liste des facteurs qui favorisent le risque d'accident vasculaire cérébral (AVC).

On savait déjà qu'un AVC sur quatre est directement en lien avec le tabac et que l'hypertension est un facteur de risque important. Grâce à une méta-analyse d'une demi-douzaine d'études antérieures pilotée par le Dr Dingli Xu de l'Université de Guangzhou, en Chine, on sait désormais que le stress au travail est également un risque important d'accident vasculaire cérébral.

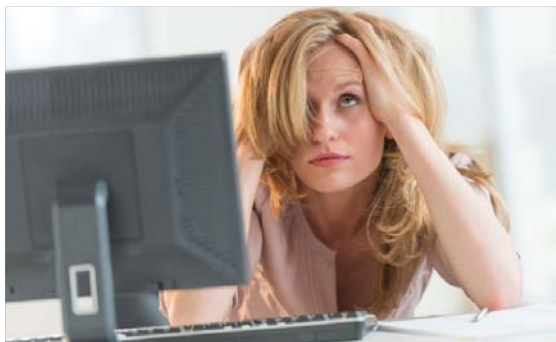
Pour explorer ce risque plus en profondeur, le médecin a donc examiné les dossiers médicaux de plus de 138 000 personnes qui ont été suivies sur des périodes allant de 3 à 17 ans. Ils ont été classés en quatre catégories, en fonction du niveau de stress généré par leur travail :

Les emplois passifs : le plus souvent des emplois manuels avec peu d'exigences et peu de contrôle.

Les emplois peu stressants (parmi les médecins et

placés les architectes par exemple) Les emplois à stress élevé : tous les emplois de service, avec notamment les infirmières et les serveurs. Les emplois très actifs nécessitant beaucoup d'engagement et de contrôle : on y trouve les médecins, les ingénieurs et les enseignants.

Dans cette étude, publiée sur l'édition en ligne de la revue *Neurology*, les chercheurs ont découvert que les personnes occupant un emploi à stress élevé avaient 22% de risques en plus de faire un AVC, par rapport à ceux occupant un emploi passif et un risque accru de 58% de faire un AVC ischémique (c'est-à-dire lié à l'obstruction d'une artère cérébrale). En outre, face à cette gestion du stress, hommes et femmes ne sont pas à égalité puisque le risque d'AVC est supérieur de 33% chez les femmes. Un lien entre le travail et le risque d'AVC avait déjà été fait il y



a quelques mois par des chercheurs britanniques qui avaient révélé que travailler plus de 55

heures par semaine augmentait de 33% le risque de faire un AVC et de 13% celui de développer une

maladie des coronaires par rapport à un travail hebdomadaire de 35 à 40 heures.

AVC : 10 FACTEURS DE RISQUE ÉVITABLES

L'accident vasculaire cérébral (AVC) pourrait être limité. En effet, il serait majoritairement causé par 10 facteurs de risque évitables.

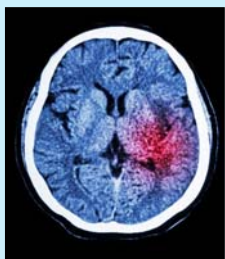
Il existerait 10 facteurs de risque évitables de l'accident vasculaire cérébral (AVC), selon les résultats d'une étude publiée par la revue médicale *The Lancet*. Alcoolisme, hypertension, alimentation de mauvaise qualité... Ces 10 facteurs de risque sont responsables de la majorité (90,7%) de ces accidents et peuvent tout être réduits ou limités.

Les chercheurs de l'Université McMaster (Canada) et ceux de l'Université de Galway (Irlande) ont analysé les données médicales des 20 000 participants de «*Interstroke*», une étude qui cherche à comprendre les principales causes d'AVC

dans différents groupes de population, en fonction de l'âge, du sexe et des deux types d'AVC. Ils ont pu observer 10 causes responsables de la majorité des AVC et calculer leur «*part de responsabilité*» respectives.

LA PART DE RISQUE ATTRIBUABLE À CHAQUE FACTEUR POUR L'AVC

- 47,9% pour l'hypertension,
- 35,8% pour l'inactivité physique,
- 26,8% pour les lipides
- 23,2% pour une mauvaise alimentation,
- 18,6% pour l'obésité,
- 12,4% pour le tabagisme,
- 9,4% pour les causes cardiaques,
- 5,8% pour la consommation d'alcool,
- 5,8% pour le stress,



3,9% pour le diabète. Mais les chercheurs rappellent que ces cas de figures sont souvent liés les uns aux autres.

«*L'échantillon est de taille suffisante pour explorer les facteurs de risque d'AVC dans toutes les grandes régions du monde, pour différents groupes de population clés et pour les sous-types d'AVC*», précise le Dr Martin O'Donnell, auteur principal de l'étude.

Des résultats à prendre en compte, car l'AVC est une maladie qui atteint en moyenne 130 000 individus par an en France, faisant 33 000 décès et 77 000 victimes souffrant toute leur vie d'aphasie (perte de la capacité à parler, à comprendre des messages écrits) et de problèmes de mémoire.

ARRÊTER DE FUMER DIMINUE LES RISQUES

Stopper la cigarette est un bon moyen d'écartier le risque d'avoir un AVC hémorragique, la forme la plus grave d'accident vasculaire cérébral.

Ainsi que le tabac est à l'origine de 12% des accidents vasculaires cérébraux (AVC), une nouvelle étude de chercheurs de l'université d'Helsinki en Finlande démontre que stopper la cigarette permet de baisser le risque d'avoir un AVC. Les scientifiques parlent précisément de la forme d'AVC la plus grave, à sa-



voir l'hémorragie méningée. Celle-ci, également appelée AVC hémorragique, constitue la deuxième forme d'AVC avec l'AVC ischémique. L'AVC hémorragique se caractérise par l'irruption massive de sang dans les méninges et fait suite à une rupture d'anévrisme d'une artère dans le cerveau. L'hémorragie méningée, moins fréquente (20% des cas) que l'AVC ischémique mais pouvant être mortelle, est liée à l'obstruction d'une artère du cerveau par un caillot

L'expérience, détaillée dans la revue *Neurology*, prouve que l'arrêt du tabac a des effets immédiats sur la diminution du risque d'AVC hémorragique.

Les chercheurs sont partis du constat que la prévalence d'hémorragie méningée avait diminué dans la population finlandaise entre 1998 et 2012. Le nombre de cas a baissé de 45% chez les femmes, et de 38% chez les hommes âgés de moins de 50 ans. Et même chez les plus de 50 ans, la tendance dépressive s'est vé-

rifiée (-26% pour les femmes, +6% pour les hommes).

L'explication, les chercheurs l'ont rapidement trouvée : ils ont vu que cette baisse d'AVC hémorragique coïncidait avec la diminution du tabac chez les Finlandais sur la même période. Chez les 15-64 ans, la consommation de tabac s'est en effet infléchie de 30%.

Une étude qui pourrait fournir une raison supplémentaire à ceux qui souhaitent arrêter de fumer à la retraite.

AVC et rupture d'anévrisme : quelle différence ?

Si l'on a globalement une idée de ce que signifient accident vasculaire cérébral (AVC) et rupture d'anévrisme, la différence entre les deux est plutôt floue. En vérité, la rupture d'anévrisme est un cas particulier d'AVC. On vous explique. On confond souvent rupture d'anévrisme cérébral et accident vasculaire cérébral, ou AVC. Si ces deux affections touchent la circulation sanguine du cerveau et constituent une urgence vitale, elles n'ont pas tout à fait la même définition.

En réalité, l'accident vasculaire cérébral est une dénomination globale, qui inclut plusieurs affections, dont la rupture d'anévrisme.

AVC ISCHÉMIQUE, AVC HÉMORRAGIQUE

L'accident vasculaire cérébral est une défaillance de la circulation sanguine dans une région plus ou moins grande du cerveau. Dans la zone touchée, les cellules sont privées d'oxygène apporté par le sang, et risquent de mourir si ce manque dure trop longtemps. L'AVC regroupe plusieurs affections qui ont différentes origines. Dans un premier temps, deux grandes classes se distinguent. L'AVC peut être dû à un arrêt du flux sanguin, à cause d'un caillot par exemple. On parle alors d'AVC ischémique cérébral, aussi appelé infarctus cérébral. Ce type d'AVC concerne 80% des cas d'AVC. Le caillot qui bouche le vaisseau peut avoir été amené par la circulation sanguine (AVC embolique) ou s'être formé directement dans le cerveau (thrombose).

Ce type d'AVC s'oppose à l'AVC hémorragique, causé par la rupture d'un vaisseau sanguin à l'intérieur du cerveau, entraînant une hémorragie. Un hématome se forme, la zone cérébrale atteinte et interrompue la circulation sanguine. Ce scénario concerne 20% des AVC.

LE CAS PARTICULIER DE LA RUPTURE D'ANÉVRISME

Parmi les AVC hémorragiques, on distingue deux cas particuliers : la malformation des vaisseaux sanguins et la rupture d'anévrisme. La malformation des vaisseaux sanguins, présente généralement dès la naissance, augmente le risque d'AVC hémorragique.

L'anévrisme cérébral est un point faible d'un vaisseau sanguin, une dilatation anormale d'une artère qui irrigue le cerveau. Ce type d'anomalie est plus souvent présent chez les personnes souffrant d'hypertension, de cholestérol ou encore chez les fumeurs. Sous la pression artérielle, un ballon de sang se forme au niveau de l'artère. À la rupture de l'anévrisme entraîne alors une hémorragie cérébrale qui peut être fatale. Ce cas particulier concerne 10% des AVC et est responsable de 50% des AVC mortels chez les personnes de moins de 45 ans.

A noter qu'il existe des ruptures d'anévrisme non cérébrales, ayant lieu au niveau de l'aorte, à plus grosse artère de l'organisme, qui part du cœur pour alimenter les organes en oxygène.

LE PIMENT ROUGE RÉDUIT LE RISQUE D'INFARCTUS ET D'AVC

On connaissait les effets du piment sur la longévité. Une nouvelle étude laisse entendre que cette épice permettrait de réduire le risque d'infarctus et d'AVC

Certaines études ont déjà montré que le piment rouge avait des effets protecteurs contre le cancer colorectal et contre le cancer du poumon. Une autre, publiée plus récemment, a laissé entendre que le piment avait aussi des effets sur notre longévité. Les consommateurs de piment rouge AYANT un taux de mortalité de 21,6 % comparé à un taux de 33,6% chez les non-consommateurs.

DES ANNÉES DE VIE GAGNÉES GRÂCE À LA CAPSAïcINE

La liste de ses effets protecteurs s'allonge désormais, avec une nouvelle étude italienne, qui montre que la consommation régulière de piment réduit le risque d'accident vasculaire cérébral et d'infarctus. Cette étude a été réalisée dans le Sud de l'Italie, région où le piment est un ingrédient de base de la cuisine. En suivant 28 000 habitants pendant 8 ans, les chercheurs ont constaté que les volontaires qui consommaient de la cuisine pimenterie à au moins 4 fois par semaine avaient un risque de décès par crise cardiaque réduit de 40% et un risque de décès par AVC, diminué plus que de moitié.

Selon les scientifiques, cet effet sur l'espérance de vie serait dû à la capsïcaine, un des composés



du piment, qui possède de nombreuses vertus pour notre organisme. Il métabolise la graisse, stocke l'énergie dans différents organes et protège contre l'accumulation de plaques susceptibles de

boucher les artères. Il a également un effet protecteur contre le cholestérol et il désactive certains régulateurs de croissance cellulaires, permettant de réduire le risque de tumeurs cancéreuses.

AVC : LES RÉGIMES VÉGÉTARIENS ET VÉGÉTALIENS AUGMENTERAIENT LE RISQUE

Une étude anglaise souligne que les végétaliens et végétariens ont 20% de risques supplémentaires de faire un AVC.

Une étude publiée dans le British Medical Journal révèle que les personnes qui suivent un régime végétarien ou végétalien augmentent les risques de faire des accidents vasculaires cérébraux. Par contre, leur risque de développer une maladie cardiaque a tendance à être plus bas.

20% D'AVC EN PLUS

Les dossiers de 48 000 personnes ont été étudiés sur une période de 18 ans par des chercheurs de l'Université d'Oxford. Ces personnes n'avaient aucun antécédent



d'AVC ou de maladie cardiaque. Parmi eux se trouvaient des pescitariens (7506 personnes), des végétariens et végétaliens (16 254 personnes) et des carnivores (24 428 personnes). Évidemment, leur condition physique, tabagisme et leur activité physique ont été pris en compte. Les personnes avec des régimes à base de végétaux et pescitariens ont vu leurs risques de développer une maladie cardiaque baisser respectivement de 22% et 13%. Par contre, les AVC étaient de 20% plus élevés chez ces types de régimes par rapport aux carnivores. Cela pourrait s'expliquer par un manque de vitamine B12 mais d'autres études doivent être menées pour confirmer cette théorie.

ATTENTION À L'HYPOCHOLESTÉROLÉMIE !

Un taux de cholestérol trop faible peut aussi faire des dégâts : d'après une récente étude américaine, l'hypocholestérolémie favoriserait la survenue d'un AVC hémorragique.

On parle beaucoup de l'hypercholestérolémie, qui correspond à un taux de cholestérol trop élevé (plus de 2 grammes par litre de sang). Mais on parle un peu moins de l'hypocholestérolémie : derrière ce nom barbare se cache un taux de cholestérol sanguin trop faible par rapport à la moyenne.

Rare, l'hypocholestérolémie toucherait entre 2% et 5% de la population ; elle est souvent liée à un cancer (du côlon, du poumon, du sang...), à une insuffisance hépatique (cirrhose, hépatite...), à une dépression, à un problème de thyroïde ou encore à une dénutrition. Des chercheurs de la American Academy of Neurology viennent de découvrir que les femmes ayant un taux de cholestérol LDL (Low Density Lipoproteins) trop faible – c'est-à-dire inférieur à 70 mg/dL de sang – présentaient un risque plus élevé de subir

un AVC hémorragique.

Souvent qualifié de « mauvais cholestérol », le cholestérol LDL est véhiculé du foie jusqu'aux organes, ce qui peut entraîner la formation de plaques de graisses sur les parois artérielles, avec un risque d'obstruction et donc de pathologie cardiovasculaire.

Les chercheurs américains ont travaillé avec 27 937 femmes âgées de 45 ans et plus, qui ont été suivies durant 19 ans. Au cours de la période d'observation, 137 femmes ont subi un AVC hémorragique – il s'agit de la rupture d'un vaisseau sanguin dans le cerveau, ce qui entraîne un saignement intracérébral.

Neuf femmes sur les 1069 présentant un taux de cholestérol LDL inférieur à 70 mg/dL de sang étaient concernées, soit 0,8 %. D'après les chercheurs (qui ont publié leurs conclusions dans la revue scientifique Neurology), les femmes ayant un taux de cholestérol LDL « trop faible » auraient environ 2,2 fois plus de risques de subir un AVC hémorragique au cours de leur vie. Bon à savoir !



LIBYE

Début à Tunis du Forum du dialogue inter-libyen

Le Forum du dialogue inter-libyen, parrainé par l'ONU, a entamé ses travaux lundi à Tunis, avec la participation de soixante-quinze personnalités libyennes. Dimanche, la cheffe par intérim de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), Stephanie Williams a espéré que les résultats de la conférence de Berlin sur la Libye "doit constituer le cadre général du dialogue politique libyen prévu à Tunis".

Lors d'une conférence de presse à Tunis, elle a affirmé avoir remarqué "une réelle volonté de la part de chacun afin de faire des concessions dans l'intérêt suprême de la Libye pour ainsi résoudre la crise actuelle". La responsable onusienne a ajouté qu'elle cherchait à lancer un dialogue politique libyo-libyen afin de parvenir à la réconciliation nationale entre tous les rivaux libyens.

Elle a déclaré que la MANUL "essaie de mettre fin à la phase de transition et d'établir une feuille de route pour la tenue d'élections qui produisent des institutions représentant le peuple libyen". "Nous cherchons à consolider les principes de transparence et d'efficacité d'autant plus que les recommandations du Forum de dialogue libyen-libyen en Tunisie devront faire valoir l'intérêt de la Libye et nous cherchons également à proposer des décisions qui privilégient le profit public au détriment de l'intérêt personnel, consolider l'unité et la souveraineté de la Libye et la transparence de ses institutions", a-t-elle dit. D'après la MANUL, la reprise du dialogue inter-libyen est le fruit des précédentes rencontres entre les protagonistes libyens. Elle a indiqué que les invités à ce dialogue "inclusif", issus de différentes régions, ont été choisis sur la base des principes équitables de représentativité géographique, politique, tribale et sociale. La Manul a ajouté, dans un communiqué, que ces participants représentent le Haut conseil d'Etat et la Chambre des représentants ainsi que des acteurs politiques libyens dynamiques qui ne sont pas membres de ces deux institutions, avec une présence significative de la femme, des jeunes et des minorités afin que ce dialogue soit inclusif et réunissant toutes les composantes du peuple libyen. L'objectif est de parvenir à un "consensus sur des arrangements qui aboutiraient à l'organisation d'élections générales" dans le pays, a relevé la MANUL.

SAHARA OCCIDENTAL

El Guerguarat : des eurodéputés appellent le SG de l'ONU à assumer ses responsabilités

Des eurodéputés ont appelé le chef de l'ONU à assumer ses responsabilités au Sahara Occidental et veiller à la fermeture de la brèche illégale créée par le Maroc dans la zone tampon d'El Guerguarat en violation de l'accord de cessez-le-feu.

Dans une missive adressée vendredi au SG de l'ONU, Antonio Guterres, le groupe d'eurodéputés relève que les manifestations des sahraouis dans cette zone, située au Sud-Ouest du Sahara Occidental, sont "le résultat d'un terrible sentiment de frustration" face à "l'inaction de l'ONU" et aux "violations du plan de paix par le Maroc".

Miguel Urban Crespo du groupe politique de la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL) et les parlementaires signataires de cette lettre, ont demandé au SG de l'ONU d'"utiliser ses pouvoirs" pour "s'assurer que le Maroc ferme immédiatement la brèche illégale", d'"él Guerguarat qui n'est qu'une "violation persistante de l'accord militaire N 1 et de l'esprit du plan de paix". Les eurodéputés ont rappelé à l'adresse du SG de l'ONU qu'"El Guerguarat située à la limite du territoire du Sahara Occidental, entre le mur de sable marocain et la frontière avec la Mauritanie est une zone tampon en vertu des accords de paix de 1991 et l'accord militaire numero 1". Il



s'agit donc d'une zone relevant du contrôle de la Minurso qu'aucune des deux parties au conflit n'est autorisée d'"en faire usage. Malgré les dispositions de l'accord de paix, le Maroc a ouvert un passage dans cette zone pour transporter les ressources pillées du Sahara Occidental. Cette brèche est aussi utilisée pour l'acheminement de la drogue, dont d'importantes quantités ont été confisquées par l'armée sahraouie en présence de la mis-

son onusienne. Les eurodéputés ont dénoncé l'inaction de la mission onusienne qui "n'a rien fait pour arrêter ces flux illégaux". Rappelant le caractère "pacifique" des manifestations en cours à El Guerguarat, les parlementaires européens ont relevé qu'"il était" essentiel que l'ONU s'"éloigne des incitations marocaines qui cherchent à diaboliser les manifestants".

"Il serait scandaleux que la population sahraouie dépossé-

dée de tout, ne puisse pas non plus exercer son droit légitime de manifester pacifiquement", ont-ils prévenu, rappelant le désarroi du peuple sahraoui face aux "promesses non tenues par l'ONU" et à "l'inaction de la communauté internationale". Et d'enchaîner: "la décolonisation du Sahara Occidental et la garantie du droit à l'autodétermination ne peuvent plus attendre".

Les eurodéputés ont demandé au SG de l'ONU d'"adopter des mesures pratiques et sérieuses" et de "créer les conditions nécessaires pour que la Minurso puisse s'acquitter de son mandat qui consiste à organiser un référendum d'autodétermination libre et équitable.

Exprimant leur soutien aux manifestants sahraouis à El Guerguarat, les eurodéputés ont réaffirmé leur engagement en tant qu'"élus à appuyer" une solution démocratique "qui puisse répondre aux aspirations du peuple sahraoui à l'exercice libre de son droit à l'autodétermination".

EGYPTE-SOUDAN-LIBYE

L'Egypte annonce des projets de chemins de fer avec la Libye et le Soudan

Le ministre égyptien des Transports a annoncé dimanche des projets de construction d'une ligne de chemin de fer reliant Wadi Halfa au Soudan et le prolongement d'une seconde pour atteindre la ville libyenne de Benghazi.

L'Egypte cherche à construire des lignes de chemin de fer transfrontalières avec les pays voisins. Le ministre égyptien des

Transports, Kamel al-Wazir, a annoncé lors d'une conférence de presse un "nombre de projets de transport ferroviaire (...) notamment la construction d'une ligne de chemin de fer Aswan-Touchka (sud) qui se prolongera jusqu'à la ville de Wadi Halfa (nord) au Soudan".

Il a également fait état d'un projet de prolongement de la ligne Marsa Matrouh-

Salloum (nord-ouest) jusqu'à la ville de Benghazi dans l'est de la Libye.

Ces travaux partent d'une refonte du réseau des transports que souhaite lancer le gouvernement, notamment celui des chemins de fer, dans un pays qui a connu de graves accidents ferroviaires dus notamment à des voies ferrées mal entretenues et peu surveillées.

GUINÉE

Le challenger de Condé appelle à une journée ville morte à Conakry

Le principal adversaire du chef de l'Etat Alpha Condé à la récente présidentielle en Guinée a appelé dimanche à une journée ville morte lundi à Conakry pour protester contre ce qu'il appelle un "hold-up" électoral, après la proclamation de la victoire de M. Condé. Il s'agit de "protester contre le hold-up électoral et (d)'exiger le respect de la vérité

des urnes", dit Cellou Dalein Diallo dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

La Cour constitutionnelle a définitivement proclamé samedi Alpha Condé vainqueur dès le premier tour de la présidentielle du 18 octobre, avec 59,5% des suffrages, contre 33,5% pour M. Diallo. La candidature de M. Condé à un troisième mandat a

provoqué des mois de manifestations durement réprimées et de violences qui ont fait des dizaines de morts civils depuis octobre 2019. M. Condé, 82 ans, a fait adopter en mars une nouvelle Constitution pour, dit-il, "moderniser (les) institutions".

Comme la précédente, la Constitution limite le nombre de mandats présidentiels à deux.

Mais, pour le pouvoir, son adoption a remis les compteurs à zéro. Le camp de Cellou Dalein Diallo, déjà battu par M. Condé en 2010 et 2015, dénonce une "fraude à grande échelle" à la dernière présidentielle. M. Diallo assure que c'est lui qui a gagné en se fondant sur des données remontées du terrain et non sur les chiffres officiels.

CENTRAFRIQUE

L'ancien président Djotodia affirme qu'il ne se présentera pas à la prochaine présidentielle

Michel Djotodia, ancien président centrafricain de la transition entre 2013 et 2014 et ex-chef de la coalition rebelle Séléka, a confirmé ce dimanche qu'il ne se présentera pas à la prochaine élection présidentielle, et encore moins aux législatives.

Dans sa déclaration sur les ondes de la radiodiffusion nationale dimanche, M. Djotodia a indiqué avoir été incité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, à soumettre sa candidature à la présidentielle et aux législatives prévues en décembre prochain. Il a cependant objecté

qu'il n'en avait pas la possibilité, par respect envers les jeunes institutions républicaines, la Constitution et les textes législatifs. Selon lui, il ne remplit pas toutes les conditions d'éligibilité, entre autres le séjour sinon la résidence sur le territoire national au moins un an avant le dépôt de la candidature présidentielle. M. Djotodia a ainsi appelé ceux qui seraient dans les mêmes conditions que lui non seulement à respecter les lois électorales, mais aussi à s'abstenir de postuler dans le but de préserver la démocratie acquise, et, la

concorde nationale et surtout la paix.

Les Centrafricains ont trop souffert et n'aspirent désormais qu'à la paix dans la sécurité, un objectif pour lequel il est prêt à se ranger du côté du peuple, a-t-il souligné. En 2013, M. Djotodia avait renversé le président François Bozizé dans un coup d'Etat, contraignant ce dernier à l'exil. Cependant, la transition de M. Djotodia a été marquée par une escalade des violences, ce qui l'a contraint à démissionner, puis à prendre lui aussi le chemin de l'exil en janvier 2014.

AFRIQUE DU SUD

Une deuxième vague "étoufferait" l'économie (Ramaphosa)

Le Président sud africain Cyril Ramaphosa a mis en garde lundi contre une possible deuxième vague de coronavirus qui plomberait l'économie et ramènerait le pays, "du printemps à l'hiver". "Une résurgence, quelle que soit son échelle, ne se contenterait pas de renverser de manière spectaculaire tous nos progrès sur le plan sanitaire. Elle étoufferait les jeunes pousses d'une récupération économique et nous renverrait du printemps à l'hiver", affirme Cyril Ramaphosa, dans sa lettre hebdomadaire. Ce pays de près de 60 millions d'habitants, le plus touché d'Afrique avec près de la moitié des infections, recense 737.278 cas et 19.809 décès, selon les derniers chiffres publiés dimanche. "Après un long et difficile hiver, le début d'une nouvelle saison doit nous remplir d'optimisme", mais seulement à condition de ne pas baisser la garde contre l'épidémie, plaide M. Ramaphosa. La pandémie a ravagé l'économie de la première puissance industrielle du continent. Mais l'Afrique du Sud est "déjà en transition", d'une politique d'aide "vers un rétablissement", assure le président. "Il est d'autant plus crucial que, à l'approche de la saison des fêtes, que nous ne devenions pas les architectes de notre propre chute", plaide le président. "La plus grande vigilance est requise, chez chacun, pour maintenir le virus à distance", a-t-il enchaîné. Le ministre de la Santé, qui a lui-même contracté la maladie mi-octobre, avait alors déjà mis en garde contre l'éventualité d'une deuxième vague, signalant de "petites flammes" renaissant dans plusieurs coins du pays. Le pays, qui avait imposé de strictes mesures de confinement en mars, est largement déconfiné depuis des semaines, même si le port du masque reste obligatoire et les grands rassemblements pros crits.

PALESTINE

Sans aide urgente, l'Unrwa incapable de payer ses employés (ONU)

L'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) pourrait être dans l'incapacité de payer ses employés en raison de la grave crise financière qu'elle traverse depuis l'arrêt des financements américains, a-t-elle indiqué lundi, se disant toutefois "optimiste" après l'élection de Joe Biden.

"Malgré nos efforts pour trouver les moyens nécessaires pour préserver nos projets humanitaires et de développement, c'est avec un grand regret que j'ai informé nos équipes aujourd'hui que nous n'avons actuellement pas assez de fonds pour honorer leurs salaires ce mois-ci", a annoncé le commissaire général de l'Unrwa, Pierre Lazzarini, dans un communiqué, relayé par des médias.

"L'agence a besoin de récolter 70 millions de dollars (59 millions d'euros) d'ici la fin du mois (de novembre) pour pouvoir payer les salaires en novembre et décembre", est-il ajouté dans le texte qui évoque une "urgence capitale".

Quelque 28.000 personnes sont concernées et seuls les agents dont les salaires sont versés par des fonds d'urgence pourraient être épargnés, a ex-



pliqué la porte-parole de l'Unrwa, Tamara Alrifai.

L'organisation, chargée de gérer des écoles et de fournir une aide médicale à près de six millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza, ne s'est "jamais remise" de l'arrêt de l'aide financière américaine, a-t-elle ajouté.

En 2018, Washington,

jusqu'à alors principal donateur, a mis fin à son aide financière annuelle de 300 millions de dollars. En mai, Joe Biden, alors candidat, avait indiqué que s'il était élu président des Etats-Unis, il rétablirait les aides pour les Palestiniens. "L'agence est très optimiste quant à la reprise du soutien américain", a indiqué Mme Alrifai, quelques jours après l'élection du démocrate à la Maison

Blanche, expliquant avoir eu "des contacts rapprochés avec l'équipe de campagne de Biden", qui comprend l'intérêt de l'Unrwa pour "la stabilité de la région".

Plus de 700.000 Palestiniens ont été expulsés ou ont fui leurs terres entre avril et août 1948, selon l'ONU. Ces personnes et leurs descendants ont le statut de réfugiés. Israël et les Etats-Unis de l'administration Trump s'opposent au fait que les Palestiniens puissent transmettre ce statut à leurs enfants, souhaitant ainsi réduire le nombre de personnes bénéficiant d'une aide de l'Unrwa, ce que les Palestiniens dénoncent comme une violation de leurs droits. Début mai, l'agence avait réclamé une aide d'urgence de près de 100 millions de dollars pour répondre aux conséquences socio-économiques de la pandémie de Covid-19.

ETATS UNIS

Election de Biden : l'ex-président George W. Bush le félicite pour sa victoire

L'ex-président républicain George W. Bush, dont la victoire en 2000 avait été arrachée devant les tribunaux, a téléphoné dimanche à Joe Biden pour le féliciter de sa victoire dans une élection "fondamentalement honnête", au résultat "clair".

"Malgré nos différences politiques, je sais que Joe Biden est un homme bon qui a gagné l'opportunité de diriger et d'unifier notre pays", a écrit dans un communiqué l'ancien locataire de la Maison Blanche (2001-2009). Dans son discours de victoire samedi soir à Wilmington, "le président élu a répété qu'il avait été le candidat démocrate mais qu'il dirigerait le pays pour

tous les Américains", a rappelé George W. Bush, en le remerciant pour ce "message patriotique". A l'heure où Donald Trump refuse de concéder sa victoire, arguant d'irrégularités dans le processus électoral, George W. Bush a souligné le record de participation au scrutin, signe selon lui de la bonne "santé de la démocratie" américaine. "Le président Trump a le droit de demander des recomptages et de déposer des recours en justice et tous les problèmes en suspens seront tranchés", a-t-il encore écrit. Mais, a-t-il ajouté, "les Américains peuvent avoir confiance dans cette élection honnête, dont l'intégrité sera confirmée

et dont le résultat est clair". Lors de la campagne de 2000, George W. Bush et son rival démocrate Al Gore étaient arrivés au coude-à-coude dans l'Etat-clé de Floride. Devancé d'un peu plus de 500 voix, le démocrate avait demandé un recomptage de milliers de bulletins ignorés par les machines de vote. Mais la Cour suprême l'avait interrompu arguant d'un manque de temps, et George W. Bush était devenu le 43e président des Etats-Unis malgré son retard dans le vote populaire au niveau national. Donald Trump, qui espère probablement une issue similaire, a menacé d'en appeler à la Cour suprême.

HONGRIE-UE

Etat de droit : le Premier ministre hongrois menace d'un veto sur le budget européen (médias)

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a envoyé une lettre à la présidence allemande de l'UE, menaçant d'opposer son veto au budget européen suite à un accord conclu jeudi pour priver de fonds européens les pays membres qui violent l'Etat de droit, a indiqué dimanche le site d'information mandiner.hu. "Bien que la Hongrie soit engagée en faveur de la coopération, à la vue des derniers développements, elle ne peut pas fournir l'unanimité requise pour le paquet (de mesures) adopté en juillet" sur le budget européen 2021-2027, ainsi que le plan de relance post-Covid qui s'adosse à ce budget, indique ce courrier envoyé à l'Allemagne, qui occupe la présidence tournante de l'UE, à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et au président du conseil européen Charles Michel, et cité par le site hongrois. Le Parlement européen et l'Allemagne, qui négociait au nom des Vingt-sept, se sont entendus jeudi sur un mécanisme pour priver de fonds européens les pays membres qui violent l'Etat de droit, ouvrant la voie au déblocage du budget européen. Selon cet accord provisoire, le futur budget intégrera un mécanisme inédit conditionnant l'attribution de financements au respect des principes de l'Etat de droit

(indépendance de la justice, liberté de la presse...). C'était une exigence cruciale des eurodéputés, engagés dans d'âpres négociations budgétaires avec les Etats, après le sommet de juillet et l'accord entre les Vingt-Sept sur le budget européen 2021-2027 de 1,074 milliards d'euros, et le plan de relance post-Covid de 750 milliards d'euros qui y est adossé. Mais selon mandiner.hu, Viktor Orban a estimé que "le mécanisme de sanction proposé est basé sur des dé-

finitions légales vagues", qui créent notamment "des occasions d'abus politiques", et que "si cela reste le cas, le gouvernement hongrois n'a pas d'autres choix que de rejeter les autres éléments du paquet de mesures". L'Allemagne avait fait voter fin septembre par une majorité d'Etats membres un compromis sur l'Etat de droit. Mais neuf Etats avaient voté contre, dont la Hongrie et la Pologne, dans le collimateur de Bruxelles pour des réformes accusées de saper

l'indépendance de la justice. Varsovie et Budapest ont rapidement réitéré leur farouche hostilité à ce mécanisme, menaçant d'opposer leur veto au budget européen. Les deux pays refusent actuellement leur feu vert à une décision permettant à l'UE de s'endetter pour financer le plan de relance, retardant le processus de ratification par les parlements nationaux. Le budget de l'UE nécessite le feu vert des eurodéputés ainsi que des Etats à l'unanimité.

LÉGISLATIVES EN BIRMANIE

Le parti d'Aung San Suu Kyi revendique "une victoire écrasante"

Le parti au pouvoir d'Aung San Suu Kyi revendique lundi "une victoire écrasante" au lendemain des élections législatives en Birmanie, rapportent des médias locaux. Les résultats définitifs ne seront pas connus avant plusieurs jours, mais "nous prévoyons de battre notre record de 390 sièges obtenus en 2015", a déclaré le porte-parole de la Ligue nationale pour la Démocratie (LND), Myo Nyunt, cité par des médias, tablant sur "une victoire écrasante". Malgré l'accélération de la pandémie de nouveau coronavirus dans le pays (plus de 60.000 cas et près de 1.500 décès), des millions d'électeurs se sont rendus dimanche dans les bureaux de vote. Et des centaines de partisans de la LND ont déjà célébré la

victoire, brandissant le drapeau rouge du parti. Il s'agissait des secondes élections générales depuis 2011, année de la dissolution de la junte au pouvoir pendant un demi-siècle. En 2015, la LND avait obtenu une large majorité. Mais elle avait été forcée à un délicat partage du pouvoir avec l'armée qui contrôle trois ministères clés (l'Intérieur, la Défense et les Frontières) et 25% des sièges au Parlement. Encore très appréciée en Birmanie, notamment chez les Barmars, l'ethnie bouddhiste majoritaire (quelque 70% de la population), Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991, est tombée de son piédestal à l'international. Plusieurs organisations des droits humains ont remis en cause la légitimité du scrutin

de dimanche: l'élection a été annulée pour des "raisons de sécurité" dans plusieurs régions où les partis ethniques auraient eu de bonnes chances de l'emporter et les 600.000 Rohingyas restés dans le pays, à qui l'on refuse la citoyenneté birmane, n'ont aussi pas pu se rendre aux urnes. "Le suffrage universel est un principe fondamental du droit international. Ce n'est pas ce qu'il s'est passé ici", a relevé Ismail Wolff de l'ONG Fortify Rights. Une fois investis, les parlementaires procéderont à l'élection du président birman. La Constitution empêche Aung San Suu Kyi de prétendre à cette fonction car elle a été mariée à un étranger. Elle pourrait se voir nommer "conseillère spéciale de l'Etat".

SYRIE

Quatre soldats américains tués dans le nord-est du pays

Quatre soldats américains ont été tués dimanche par un engin explosif dans la campagne du gouvernorat de Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, a rapporté l'agence de presse étatique SANA. L'engin explosif a frappé un véhicule militaire américain dans le village de Markadeh, sur la route qui relie Hassaké à Deir ez Zor, selon SANA, qui a précisé qu'un traducteur faisait partie des tués. Après l'explosion, les forces américaines ont bouclé la zone, tandis que des avions de combat américains sillonnaient les environs. Les corps des soldats tués ont été emmenés vers une base américaine de la région de Shaddadi, dans la campagne de Hassaké, a indiqué SANA. Les forces américaines et leurs alliés locaux - les Forces démocratiques syriennes (FDS), dirigées par les Kurdes - contrôlent désormais la majeure partie des champs de pétrole dans le nord-est de la Syrie, selon SANA. Des milliers de camions chargés de matériel militaire sont récemment arrivés sur les bases américaines de Hassaké, a ajouté SANA.

BÉLARUS

Plus de 500 arrestations opérées dimanche

Plus de 500 manifestants ont été interpellés, dimanche, au Bélarus durant la manifestation de l'opposition à Minsk demandant le départ du président Alexandre Loukachenko, selon des médias locaux.

Depuis trois mois, les opposants à Alexandre Loukachenko se réunissent chaque dimanche dans la capitale pour l'appeler à la démission après l'élection présidentielle contestée du 9 août, marquée par des accusations de fraudes massives. Ils demandent au président au pouvoir depuis 1994 de céder la place à son adversaire de l'élection présidentielle, Svetlana Tikhanovskaia, qui a dû fuir à l'étranger comme les principales figures de l'opposition dans les semaines ayant suivi l'élection pour échapper à la répression. Plusieurs milliers de manifestants, beaucoup portant les couleurs rouges et blanches de l'opposition, ont afflué dans le centre-ville, ceint d'un important dispositif policier et où plusieurs stations de métro étaient fermées. Selon l'organisation de défense des droits de l'Homme Viasna, plus de 530 manifestants ont été arrêtés à Minsk et quelques autres villes. Une dizaine de journalistes figurent parmi eux ainsi que des sportifs, comme le médaillé olympique de décathlon Andrei Krauchanka, ou Miss Bélarus 2008, Olga Jinkova, selon le média indépendant Tut.by.

PATRIMOINE - EXPOSITION

Une exposition sur les métiers de la restauration à la Citadelle d'Alger

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a inauguré dimanche une exposition sur les métiers de la restauration utilisés lors des opérations de réhabilitation à la Citadelle d'Alger, indique le ministère dans un communiqué.

Ouverte au public durant une semaine, l'exposition s'inscrit dans le cadre de l'exploitation des sites archéologiques et monuments historiques classés, précise-t-on de même source.

La ministre a visité, à cette occasion, quelques "bâtisses" restaurées de la Citadelle tout en s'enquérant de l'état d'avancement des travaux de restauration des autres parties du monument.

Elle a instruit, à ce titre, les responsables de ce site historique important de redoubler d'efforts afin de faire de la Citadelle d'Alger une "destination culturelle et touristique par excellence" ouverte aux visiteurs notamment les écoliers.

L'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc) prévoit à partir de lundi des visites de 30 minutes tous les jours avec des droits d'accès fixés à 500 DA pour les adultes, 250 DA pour les 10-18 ans et gratuit pour les enfants de moins de 10 ans. Les travaux de



construction de la citadelle ont été entamés au XVIIe siècle par les frères Barberousse est devenue le siège du pouvoir politique en 1816, le site compte le palais du dey, le palais des beys, une mosquée pour le dey et une autre pour les janissaires, des bains, des jardins en plus

de structures militaires et fortifications. Après plusieurs opérations de restauration non abouties, des travaux d'urgence et de sauvegarde de la citadelle ont été entamés en 2005, au niveau de neuf bâtisses du site, avant que les travaux de restauration ne soient engagés en 2011.

LIVRE - INITIATIVES

Les éditions "El Djazaïr Taqraa" lancent un salon virtuel du livre

Les éditions "El Djazaïr Taqraa" a lancé récemment un salon du livre virtuel sur une plateforme de vente électronique regroupant les ouvrages de + 80 maisons d'éditions algériennes et étrangères et propose des packs et des ventes promotionnelles jusqu'au 12 novembre.

Cet éditeur propose un riche catalogue, en langue arabe, française et anglaise, de littérature, de livre scientifique, de livres d'histoire ou encore d'ouvrages religieux en plus de packs rassemblant les oeuvres d'auteurs universels.

Organisé sur la plateforme dzreads.com ce salon propose également



des remises et des offres promotionnelles avec des livraisons sur toutes les villes du pays.

L'éditeur explique avoir organisé cette manifestation virtuelle afin de parer à l'annulation du Salon international du

livre d'Alger (Sila) et soutenir le secteur du livre.

D'autres maisons d'éditions à l'image de "Barzakh", "Média plus" et des "éditions Anep" ont également organisé des ventes promotionnelles dans différents réseaux de

librairies et d'association culturelles, également dans l'objectif de soutenir le secteur du livre en grande souffrance en cette période exceptionnelle.

Prévu à la fin du mois d'octobre, le 25e Sila devait se tenir en version virtuelle devant l'impossibilité d'organiser cet événement qui draine plus d'un million de visiteurs par an en cette période exceptionnelle de pandémie", annonçait au mois d'août le ministère de la Culture et des Arts évoquant également l'adoption de "mesures particulières pour préserver et dynamiser l'industrie du livre en cette période d'exception".

MUSÉE

Un nouveau parcours au musée des antiquités et des arts islamiques

Le musée national des antiquités et des arts islamiques, le plus ancien musée d'Algérie et l'un des plus anciens du continent africain, s'apprête à accueillir ses visiteurs avec l'élaboration d'un nouveau parcours muséal et l'exposition de pièces inédites.

Les visiteurs de ce musée, installé au cœur de la capitale, auront bientôt l'occasion de découvrir un nouveau parcours muséal dans l'aile dédiée aux arts islamiques et qui sera conforme aux dernières évolutions en matière de muséographie.

Le visiteur ainsi que les chercheurs et étudiants pourront trouver toutes les informations utiles sur les pièces exposées et sur différents supports, a indiqué Fatima Ammar, conservatrice du patrimoine et responsable de l'animation, des ateliers et de la communication dans cet établissement. Elle annonce également

l'exposition "prochaine" de nouvelles pièces "issues des collections du musée ou des récentes fouilles archéologiques". Ce musée bâti au cœur de la ville entre l'Ecole supérieure des Beaux-arts, le musée du Bardo et le parc de la liberté a rouvert ses portes au public au mois de septembre après plusieurs mois de fermeture par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus. Des mesures de prévention strictes ont été adoptées pour pouvoir accueillir les visiteurs en toute sécurité alors que les visites de groupe scolaires sont toujours suspendues.

Entre autres pièces rares que le visiteur pourra découvrir, des "pièces de monnaie de l'époque rostémide et autres dynasties moins connues".

L'aile dédiée aux arts islamiques propose des pièces rares à l'image du minbar de la mosquée "Djamâa

Lekbir" à Alger remontant à l'époque almoravide ou de son Mushaf (exemplaire du saint coran) considéré comme l'un des plus anciens au monde".

d'autres pièces témoignent de l'artisanat de différentes régions d'Algérie en plus de sculptures et céramiques en provenance de Tunisie et du Maroc.

Du côté du musée des antiquités, l'histoire de l'Algérie défile dans les allées d'exposition à travers une multitude de sculptures, de statues, de mosaïques et autres oeuvres et ustensiles en plus de témoins de la Grèce antique et de l'Egypte ancienne. L'établissement, dont la construction a été entamée en 1838, propose également des ateliers pour enfants, des concours, des rencontres scientifiques en plus d'ouvrir ces collections aux chercheurs et étudiants.

JUSTICE - PROCÈS

10 ans de prison ferme requis à l'encontre du directeur général du groupe de médias Ennahar



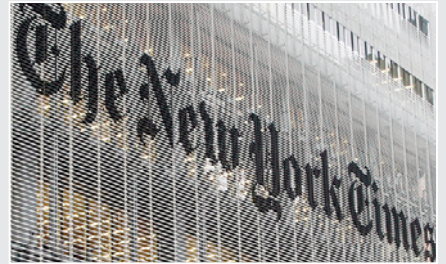
Le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais (Alger), a requis dimanche une peine de 10 de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA à l'encontre du directeur général du groupe de médias Ennahar, Mohamed Mokaddem, dit Anis Rahmani.

Anis Rahmani est poursuivi pour les chefs d'accusation d'enregistrement et de diffusion d'une communication téléphonique qu'il a eue avec un officier supérieur de l'Armée.

Le procès s'est tenu par visioconférence à partir de l'établissement pénitentiaire de Koléa (W. Tipasa) où le prévenu est placé en détention préventive.

ETATS-UNIS - MÉDIAS

Le New York Times franchit le seuil des 7 millions d'abonnés



Le quotidien américain New York Times a franchi en octobre la barre des 7 millions d'abonnés, a annoncé jeudi le groupe, qui a gagné deux millions d'abonnés numériques sur un an, selon des médias.

Conformément à sa stratégie, le groupe de presse s'appuie de plus en plus sur son contenu payant pour réduire l'importance de la publicité dans ses revenus.

Il y a encore deux ans, la publicité représentait encore près de 40% du chiffre d'affaires (38%).

Au troisième trimestre 2020, elle ne pesait plus que 18% des revenus, contre 70% pour les abonnements.

Sur les trois mois de juillet à septembre, la croissance du chiffre d'affaires lié aux abonnements a fait mieux que compenser le nouveau repli de la publicité (-30% sur un an). Pour la première fois, le chiffre d'affaires tiré des abonnements en ligne a dépassé celui des abonnements aux éditions imprimées. Les revenus par abonnement en ligne sont sensiblement plus faibles que ceux tirés du papier. Le nombre d'abonnements aux éditions imprimées ne représente ainsi que 12% du total des abonnements mais pèse encore près de la moitié des revenus associés.

Au total, le chiffre d'affaires est quasi-stable (-0,4%), à 426 millions de dollars, meilleur que les prévisions des analystes, qui attendaient 411 millions, selon un consensus établi par le site Yahoo! Finance.

Le quotidien et son site continuent de bénéficier de l'intérêt autour de la politique américaine, de la campagne présidentielle et du scrutin.

Le groupe a indiqué que mercredi, quelque 120 millions de personnes avaient consulté le site ou l'application du New York Times. Le groupe prévoit que la progression des revenus tirés des abonnements va légèrement accélérer au quatrième trimestre, tandis que le chiffre d'affaires provenant de la publicité va continuer à décroître au même rythme. Sur le troisième trimestre, le bénéfice a été plus que doublé par rapport à la même période de 2019, à 33 millions de dollars, contre 16 un an plus tôt.

Le marché a fraîchement accueilli ces résultats.

Vers 10H00 (15H00 GMT), le titre du New York Times était en repli de 3,44% à 40,03 dollars, dans un marché en hausse de 1,79%.

BIOTECHNOLOGIE

Les code-barres pourraient être remplacés par un système de marquage basé sur l'ADN

Les code-barres des étiquettes et QR codes utilisés pour identifier aussi bien des T-shirts que des véhicules pourraient être remplacés par un système de marquage basé sur l'ADN et invisible à l'oeil nu, révèle une étude parue jeudi.

Le système aiderait à la lutte contre la contrefaçon, les voleurs ayant du mal à détecter et trafiquer une marque liquide basée sur une combinaison ADN et placée sur des objets de valeur comme les bulletins électoraux, des oeuvres d'art ou des documents secrets.

Dans un article de Nature Communications des chercheurs de l'Université de Washington et de Microsoft ont vanté le faible coût économique de leur système de marquage moléculaire, baptisé "Porcupine" (porc-épic).

La technique était boudée jusqu'ici, "parce qu'il coûte cher et prend du temps d'écrire et déchiffrer" un code ADN.

Ce qui demande de surcroît des équipements de laboratoire coûteux, a expliqué à la presse la doctorante et principale auteure de l'étude, Katie Doroschak.

"Porc-épic" contourne le problème en préfabriquant des fragments d'ADN synthétique que l'utilisateur peut mélanger arbitrairement pour créer de nouveaux marquages.

Le système "repose sur une série de brins d'ADN appelés morceaux moléculaires, ou +mollbits+ (molecular bits)", selon un communiqué de l'Université.

Le procédé consiste, pour encoder un identifiant, à adjoindre un mollbit à chaque bit numérique de l'étiquette. "Si le bit numérique est 1 on



ajoute son mollbit à l'identifiant, et si c'est 0 on le laisse en dehors. Puis on laisse sécher pour être décodé plus tard", explique Katie Doroschak.

Pour lire l'identifiant on lui ajoute un peu d'eau qui réhydrate l'étiquette moléculaire, lue ensuite par un lecteur d'ADN plus petit qu'un smartphone, un séquenceur nanopore.

Les étiquettes ADN sont indétectables à la vue ou au toucher, a expliqué un contributeur de l'étude, Jeff Nivala, dans un communiqué de l'Université.

"Ce qui les rend difficile à trafiquer", selon lui.

"On peut imaginer un marquage

moléculaire pour suivre des bulletins de vote et éviter ainsi des fraudes électorales", toujours selon lui.

Cette technique permettrait aussi de marquer des objets difficiles à identifier sinon.

"On ne peut pas marquer le coton ou des fibres avec des méthodes conventionnelles comme le marquage RFID ou les QR codes, mais une étiquette liquide à base d'ADN pourrait être utilisée sous forme pulvérisée", explique la doctorante.

"Ce serait utile dans les chaînes d'approvisionnement où le traçage de la matière d'origine est important pour conserver la valeur du produit final", dit-elle.

TURQUIE - INTERNET

Des amendes infligées aux principaux réseaux sociaux

La Turquie a infligé mercredi une série d'amendes aux principaux réseaux sociaux, dont Twitter, Facebook et Instagram, pour le non-respect d'une loi qui renforce le contrôle des autorités sur ces plateformes.

"Une amende de 10 millions de livres turques (près d'un million d'euros) a été infligée aux fournisseurs de réseaux sociaux, dont Facebook, Instagram, Twitter, Periscope, YouTube et TikTok, qui n'ont pas déclaré avoir désigné un représentant à la fin du délai légal", a annoncé sur Twitter Fatih Sayan, vice-ministre des Transports et de l'Infrastructure.

Une loi renforçant considérablement le contrôle des autorités sur les réseaux sociaux est entrée en vigueur en octobre Turquie.

Selon la nouvelle législation, les réseaux sociaux avec plus d'un million de connexions par jour, comme Twitter et Facebook, doivent avoir un "représentant en Turquie et obéir aux tribunaux demandant le retrait de certains contenus sous 48 heures".

En cas de non-respect de ces obligations, les plateformes risquent des amendes pouvant aller jusqu'à "30 millions de livres turques (près de trois millions d'euros), une interdiction d'avoir des revenus publicitaires et une forte réduction de leur bande passante".

La quasi-totalité des géants des réseaux sociaux ont, jusqu'à présent, refusé de se plier aux mesures prévues par la loi, considérant qu'elle pourrait ouvrir la voie à des "demandes de censure".

Selon Yaman Akdeniz, professeur de droit à l'Université Bilgi d'Istanbul, seule la plateforme russe VKontakte aurait accepté de désigner un représentant en Turquie.

Twitter et Facebook sont déjà étroitement surveillés par le gouvernement turc et des procès pour "propagande terroriste" ont été intentés sur la base de tweets.

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية سطيف

مديرية التجهيزات العمومية

رقم التعريف الجبائي: 001319019068142

إعلان عن المنح المؤقت للصفحة رقم 2020/2.78

الهاتف : 036.62.16.48 الفاكس : 036.62.16.49

طبقاً لأحكام المادة 65 فقرة 02 والمادة 82 من المرسوم الرئاسي رقم 247/15 المؤرخ في 16 سبتمبر 2015، المتضمن تنظيم الصفقات العمومية وتفويضات المرافق العام، تمنان ولاية سطيف، مديرية التجهيزات العمومية المشاركين في طلب العروض المفتوح مع اشتراط قدرات دنيا الصادر بالجريدة الوطنية السبائي بتاريخ 2020/08/24 و جريدة L'est بتاريخ 2020/08/25

المشروع: إنجاز ثانوية نوع 1000 على مستوى موقع 8000 مسكن بالبيع بالإيجار Pos Tinner بلدية أولاد صابر ولاية سطيف الأحياء السكنية المدمجة 2019 مع السكنات والطرق والشبكات المختلفة.

النتائج التي أسفرت عنها عملية تقييم العروض تطبيقاً للمعايير التالية في اختيار المقاولات وفقاً لفتتر الشروط:

- شهادة التأهيل
- المراجعات المهنية.
- الوسائل المالية.
- الوسائل البشرية
- مدة الإنجاز
- أقل عرض.

مدة الإنجاز	نقطة تأهل تقني	مبلغ العرض	المقاولة المختارة	تعيين الأسفل
		325.379.190,86 دج		إنجاز ثانوية نوع 1000 على مستوى موقع 8000 مسكن بالبيع بالإيجار Pos Tinner بلدية أولاد صابر ولاية سطيف الأحياء السكنية المدمجة 2019 مع السكنات والطرق والشبكات المختلفة.
24 شهرا	58.75	NIF : 182190201272189	مندوش العمري	

ملاحظة : يمكن للمتعهدين أن يقدموا طعنا لدى لجنة الصفقات الولائية في عشرة (10) أيام طبقاً لأحكام المادة 82 من المرسوم الرئاسي رقم 247/15 المؤرخ في 16/09/2015، المتضمن تنظيم الصفقات العمومية، ابتداء من تاريخ نشر الإعلان في الجرائد الوطنية. كما يمكن للمتعهدين الراغبين في الاطلاع على النتائج المفصلة لتقييم عروضهم التقنية والمالية الاتصال بالمصلحة المتعاقدة في أجل أقصاه 03 أيام ابتداء من اليوم الأول لنشر إعلان المنح المؤقت في الجرائد اليومية وفقاً للمادة 82 من المرسوم الرئاسي رقم 247/15 المؤرخ في 16/09/2015

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية السوادني
دائرة الطاب العربي
بلدية دوار المساء
الرقم الجبائي: 0984391550082804

إستدراك إعلان عن منح مؤقت

تطبيقاً لأحكام المادة 65 - 82 من المرسوم الرئاسي 247/15 المؤرخ في 16/09/2015 المتضمن تنظيم الصفقات العمومية

وتأريضا المرقق العام. يعلم رئيس المجلس الشعبي البلدي بلدية دوار الماء ، كافة المؤسسات المعنية بطلب العروض الوطني المقترح مع اشتراط قدرات دنيا المنطق والمعملية التالية :

تكوين الطامح المدرسية الابتدائية و المواد الغذائية للموسم الدراسي 2021/2020
بعد عملية تحليل وتقييم العروض التقنية والمالية بتاريخ : 29 سبتمبر 2020 تم المنح المؤقت للصفحة كما يلي :

المؤسسة	المبلغ الأثني بعد التصحيح بكل الرسوم (دج)	المبلغ الأقصى بعد التصحيح بكل الرسوم (دج)	مدة الإنجاز	نقطة العرض التقني	ملاحظات
مؤسسة الصون بالجهزات المعدات ولواد الغذائية الفنادق والقهى والمعامات تروان إبراهيم محمد سي نظير الجليل الوادي	7.543.900.00	10.402.700.00	الموسم الدراسي 2021/2020	100	مؤهل تقنيا

الحصة رقم 02 : الخضز والفواكه

المؤسسة	المبلغ الأثني بعد التصحيح بكل الرسوم (دج)	المبلغ الأقصى بعد التصحيح بكل الرسوم (دج)	مدة الإنجاز	نقطة العرض التقني	ملاحظات
مؤسسة الصون بالجهزات المعدات ولواد الغذائية الفنادق والقهى والمعامات تروان إبراهيم محمد سي نظير الجليل الوادي	1.552.500.00	2.415.700.00	الموسم الدراسي 2021/2020	100	مؤهل تقنيا

الحصة رقم 03 : اللحوم الحمراء (عجل) والبيضاء والبيض

المؤسسة	المبلغ الأثني بعد التصحيح بكل الرسوم (دج)	المبلغ الأقصى بعد التصحيح بكل الرسوم (دج)	مدة الإنجاز	نقطة العرض التقني	ملاحظات
مؤسسة الصون بالجهزات المعدات ولواد الغذائية الفنادق والقهى والمعامات تروان إبراهيم محمد سي نظير الجليل الوادي	1.419.000.00	2.134.500.00	الموسم الدراسي 2021/2020	100	مؤهل تقنيا

الحصة رقم 04 : الخبز العادي 250 غ

المؤسسة	المبلغ الأثني بعد التصحيح بكل الرسوم (دج)	المبلغ الأقصى بعد التصحيح بكل الرسوم (دج)	مدة الإنجاز	نقطة العرض التقني	ملاحظات
مؤسسة الصون بالجهزات المعدات ولواد الغذائية الفنادق والقهى والمعامات تروان إبراهيم محمد سي نظير الجليل الوادي	262.500.00	375.000.00	الموسم الدراسي 2021/2020	50	مؤهل تقنيا

يمكن للمتعهدين المحتمين على هذا الاختيار في إطار طلب العروض الوطني المقترح مع اشتراط قدرات دنيا . تقديم طعن لدى لجنة البلدية للصفقات العمومية في أجل عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ نشر الإعلان عن المنح المؤقت للصفقة . وفي حالة تزامن اليوم العاشر مع يوم العطلة أو يوم راحة قانونية فإن مدة تقديم الطعون تمدد إلى غاية يوم العمل الموالي.

TENNIS - CLASSEMENT ATP

Medvedev retrouve le Top 5

Le Russe Daniil Medvedev, vainqueur dimanche du Masters 1000 de Paris, pointe au 4e rang mondial du classement ATP publié lundi, toujours dominé par le Serbe Novak Djokovic. Avec ce premier titre décroché en 2020, Medvedev dépasse le Suisse Roger Federer et égale son meilleur classement en carrière, atteint en septembre 2019.

A 33 ans, Djokovic, malgré son absence à Paris, a égalé le record de l'Américain Pete Sampras, en officialisant vendredi qu'il terminerait la saison à la première place mondiale pour la 6e fois.

«Djoko» est également devenu le joueur le plus âgé à terminer une saison au sommet de la hiérarchie mondiale de tennis. Battu en finale à Paris, l'Allemand Alexander Zverev reste au 7e rang mondial mais compte désormais 1606 points d'avance sur le 8e, le Russe Andrey Rublev.

Le Canadien Milos Raonic connaît la plus grande progression au sein du Top 20 avec un gain de trois places (14e), grâce à sa demi-finale à Paris. Il s'agit pour le joueur de 29 ans de son classement le plus élevé depuis mars 2019.

Cette semaine, le circuit compte pour seul événement le modeste tournoi ATP 250 de Sofia, en Bulgarie, auquel participera un seul membre du Top 20, le Canadien Denis Shapovalov, 12e mondial.

Classement ATP publié lundi:

1. Novak Djokovic (SRB) 11830 pts
2. Rafael Nadal (ESP) 9850
3. Dominic Thiem (AUT) 9125
4. Daniil Medvedev (RUS) 6970 (+1)
5. Roger Federer (SUI) 6630 (-1)
6. Stefanos Tsitsipas (GRE) 5925
7. Alexander Zverev (GER) 5525
8. Andrey Rublev (RUS) 3919
9. Diego Schwartzman (ARG) 3455
10. Matteo Berrettini (ITA) 3075
11. Gaël Monfils (FRA) 2860
12. Denis Shapovalov (CAN) 2830
13. Roberto Bautista (ESP) 2710
14. Milos Raonic (CAN) 2580 (+3)
15. David Goffin (BEL) 2555 (-1)
16. Pablo Carreno (ESP) 2535 (-1)
17. Fabio Fognini (ITA) 2400 (-1)
18. Stan Wawrinka (SUI) 2320 (+2)
19. Grigor Dimitrov (BUL) 2260 (-1)
20. Karen Khachanov (RUS) 2245 (-1)

GOLF (OPEN DU TEXAS)

Premier PGA pour le Mexicain Carlos Ortiz

Le Mexicain Carlos Ortiz a remporté son premier titre sur le circuit nord-américain (PGA), avec son sacre de l'Open de Houston, après avoir résisté jusqu'au bout à la pression du Japonais Hideki Matsuyama et de l'Américain Dustin Johnson, N.1 mondial, dimanche. Ortiz, grâce à cinq birdies dont deux en fin de parcours aux trous N.16 et N.18 qui lui ont assuré la victoire, a rapporté une ultime carte de 65 (5 sous le par) pour un total de 267 (13 sous le par).

Il a devancé de deux longueurs Matsuyama, revenu très fort avec une carte de 63 dont 7 birdies, et Johnson, de retour de quarantaine après avoir contracté le Covid-19, qui a réussi une birdie de plus qu'Ortiz mais a aussi concédé un bogey. Ce tournoi a été le premier sur le circuit PGA à se disputer en présence d'un public par temps de coronavirus, à moins d'une semaine du Masters d'Augusta.

Classement final après le 4e et dernier tour (par 70):

1. Carlos Ortiz (MEX) -13 (67-68-67-65)
2. Hideki Matsuyama (JPN) -11 (70-70-66-63)
3. Dustin Johnson (USA) -11 (72-66-66-65)
4. Talor Gooch (USA) -9 (68-69-71-63)
5. Brooks Koepka (USA) -8 (72-70-65-65)
6. Sepp Straka (USA) -8 (68-69-66-69)
7. Mackenzie Hughes (CAN) -7 (70-72-68-63)
8. Tyrrell Hatton (ENG) -7 (71-70-67-65)
9. Sam Burns (USA) -7 (68-65-68-72)
10. Jason Day (AUS) -7 (67-68-67-71)

VOLLEY - CHAMPIONNAT NATIONAL

La reprise de la compétition reportée (FAVB)

La reprise des championnats d'Algérie 2019-2020 de volley-ball, prévue initialement en janvier 2021, est reportée à une date ultérieure en raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de coronavirus (Covid-19), a appris l'APS dimanche auprès de la Fédération algérienne de volley (FAVB).

«Au jour d'aujourd'hui, nous n'avons pas encore reçu l'accord du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour la reprise des entraînements. Nous avons tablé sur une reprise du championnat en janvier prochain, mais au vu du contexte actuel, ce sera impossible de le faire à cette période», a indiqué à l'APS le président de l'instance fédérale, Mustapha Lemouchi. L'ensemble des championnats de volley-ball sont suspendus depuis mars dernier, sur décision des autorités en raison de la pandémie de Covid-19.

«Les clubs auront besoin de deux mois de préparation pour pouvoir être au top sur le plan physique après une si longue période d'inacti-



tivité. Si nous aurons le feu vert pour la reprise des entraînements d'ici au mois

de décembre, la reprise du championnat se fera en février ou, au plus tard, début

mars. Dans le cas contraire, nous serons obligés de décaler encore», a-t-il ajouté.

Le patron de la FAVB tient énormément à reprendre le championnat de l'exercice 2019-2020, non sans fixer une date butoir. «Si d'ici à juin 2021, nous n'aurons pas la possibilité de reprendre la compétition, nous serons obligés de mettre définitivement fin à la saison 2019-2020. Dans ce cas-là, les répercussions seront très lourdes sur le volley-ball algérien», a-t-il averti. Pour rappel, il reste encore à disputer 12 journées non jouées de la Super-Division (hommes) et 6 journées du championnat féminin, alors que la Coupe d'Algérie a atteint le stade des 1/8 de finale.

JUDO - OPEN DE YAOUNDÉ

Le Cameroun vainqueur avec 9 médailles d'or

Le Cameroun a remporté l'Open international de judo disputé samedi et dimanche à Yaoundé avec un total de 20 médailles dont neuf en or, devant le Sénégal (1 or et 2 argent) et la RD Congo (1 or et 1 argent), pour une participation de 107 athlètes représentant neuf pays du continent. Engagés avec 46 judokas – le plus important contingent du tournoi –, les

Camerounais ont réussi à réunir «les meilleures conditions, malgré les restrictions sanitaires dues à la pandémie de coronavirus (Covid-19)», s'est réjoui l'Union africaine de judo (UAJ), à l'occasion de la reprise de la compétition de judo sur le continent.

De l'avis des participants, la reprise de la compétition sur le continent africain «a été un succès total» après plusieurs mois d'arrêt. Il est à

rappeler que la fédération algérienne avait, dans un premier temps, engagé huit athlètes pour l'Open de Yaoundé, avant de déclarer forfait, faute de billets d'avion.

Une autre compétition africaine est annoncée pour les 14 et 15 novembre. Il s'agit de l'Open international de Dakar au Sénégal pour lequel 18 nations de trois continents (Afrique, Europe et Amérique) se sont déjà inscrites. «Pour l'instant, 75 athlètes sont inscrits pour ce rendez-vous, en attendant d'autres, puisque les engagements resteront ouverts jusqu'à la veille du coup d'envoi de la compétition», a expliqué l'UAJ.

Le directeur technique national de la Fédération algérienne de judo, Salim Boutebcha, avait indiqué à l'APS que la participation de l'Algérie est



toujours «en suspens» pour ce tournoi. Pour l'UAJ, les tournois de Yaoundé et Dakar sont une occasion pour les judokas, notamment du continent, d'engranger de précieux points en vue d'une qualification aux Jeux Olympiques

de Tokyo l'été prochain. Outre ces tournois, le mois de décembre prochain (20-26) sera marqué par la tenue des championnats d'Afrique (kumité et kata), toutes catégories (cadets, juniors, seniors/hommes et dames) à Madagascar.

BOXE - CONGRÈS DE L'AIBA

Plus du quart des électeurs privés des élections

Le Congrès électif de l'AIBA pour choisir le prochain président de l'instance mondiale de boxe sera marqué par l'absence de plus de 25% des 200 fédérations nationales membres, exclues du vote prévu le 12 décembre, selon l'Association internationale de boxe amateur.

Au total, 57 fédérations nationales ont été déclarées inéligibles par la commission des élections de l'AIBA. En cause, un défaut ou un retard de leur cotisation annuelle.

L'AIBA a annoncé sur son site la liste des fédérations nationales éligibles pour le Congrès dont 32 africaines, y compris la Fédération algérienne de boxe (FAB), sur les 48 membres de



l'instance mondiale. La liste comprend aussi 21 fédérations du continent américain sur les 43 membres de l'AIBA, 38 fédérations asiatiques sur un total

de 43 et 45 européennes sur 50.

Pour l'Océanie, sept fédérations sont en droit de voter sur 16 membres de l'AIBA. Neuf pays des Caraïbes notamment ne pourront pas se prononcer sur le choix du futur président. Une situation qui ne fera pas les affaires du seul candidat issu de la région, le Dominicain Bienvenido Solano.

Les six autres candidats sont l'Azéri Suleyman Mikayilov, l'émirati Anas Al Otaiba, le Russe Umar Kremlev, l'Allemand Ramie Al-Masri, le Néerlandais Boris van der Vorst et le Marocain Mohamed Moustahsane, actuel président par intérim depuis mars 2019.

FOOT - QUALIF. CAN-2021

Belmadi satisfait de la pelouse du 5-Juillet avant Algérie-Zimbabwe

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, s'est montré satisfait de l'état de la pelouse du stade Olympique du 5-Juillet (Alger), à trois jours de la réception du Zimbabwe, jeudi (20h00) dans le cadre de la 3e journée (Gr. H) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021.

"Nous constatons qu'ils ont bien travaillé (l'équipe d'entretien de la pelouse, ndlr). Le fait qu'il n'y a pas eu de matchs de championnat a permis aux ingénieurs de nous donner une pelouse impeccable, nous reconnaissons le fait qu'ils ont bien travaillé, c'est une bonne chose. Je ne pense pas que nous allons nous entraîner sur cette pelouse, je préfère effectuer l'ultime séance d'entraînement de la veille du match à Sidi-Moussa", a indiqué Belmadi dans une déclaration accordée au site de la Fédération algérienne (FAF). Arrivé dimanche à Alger, le coach national, accompagné de trois membres de son staff technique (Aziz Bouras, Zahir Bensedira et Madjid Bouguerra) a effectué une visite à l'enceinte

olympique, où il a eu à inspecter les différentes installations.

La délégation de l'équipe nationale a visité également les vestiaires, notamment celui nouvellement réaménagé à l'étage, avant d'opter pour celui se trouvant près du terrain "afin d'optimiser le temps à utiliser entre les deux mi-temps", précise la FAF.

"L'absence du public ? C'est là où le bât blesse. On aurait aimé la présence de nos supporters qui sont une partie intégrante de notre projet. On sait l'amour qu'ils ont pour leur équipe. La situation est telle qu'on doit l'accepter, on aura une pensée pour eux. Je sais qu'ils seront devant leur écran de télévision pour nous soutenir", a-t-il conclu. Les "Verts" entament lundi



un stage au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), en présence de 24 joueurs, dont 18 sacrés champions d'Afrique lors de la CAN-2019 en Egypte.

Le Zimbabwe et l'Algérie se retrouveront de nouveau le 16 novembre au stade de Harare (16h00 algériennes), en match comptant pour la 4e journée des qualifications de la CAN-2021.

A la veille de la 3e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1re place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021, reportée à 2022 à cause du Covid-19.

Les "Verts" retrouvent les choses sérieuses

La sélection algérienne de football va retrouver de nouveau l'ambiance des matchs officiels, à l'occasion du stage prévu à partir de lundi au Centre technique de Sidi-Moussa (Alger) précédant la double confrontation face au Zimbabwe, les 12 et 16 novembre pour le compte des 3e et 4e journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021. Avant d'affronter les "Warriors", les coéquipiers de Baghdad Bounedjah restaient sur deux matchs amicaux disputés en octobre dernier, face au Nigeria en Autriche (1-0) et au Mexique (2-2) aux Pays-Bas. L'attente aura été longue pour les "Verts" qui vont ainsi reprendre la route pour la défense de leur titre continental décroché à la CAN-2019 en Egypte, après avoir entamé admirablement la campagne qualificative en novembre 2019 en s'imposant d'abord

largement à Blida face à la Zambie (5-0), avant d'aller battre le Botswana à Gaborone (1-0). Mais la pandémie de coronavirus (Covid-19) est venue interrompre l'ensemble des compétitions à travers le monde, dont les épreuves relevant de la Confédération africaine (CAF), ce qui explique les 12 mois passés par l'équipe nationale loin de tout match officiel. L'objectif des "Verts" est désormais de sceller leur qualification pour la phase finale de la CAN-2021 avant terme.

En vue de ces deux rencontres, le sélectionneur national Djamel Belmadi a fait appel à 24 joueurs, une liste jugée "assez cohérente" par les observateurs au vu des éléments à sa disposition. On notera ainsi le retour du défenseur central Djamel Benameri, auteur d'un début tonitruant sous le maillot de l'Olympique lyonnais (France),

mais également du milieu offensif Adam Ounas qui est en train de retrouver ses sensations avec Cagliari (Italie). Le néo-attaquant de Nîmes Olympique (France) Karim Aribi signe en revanche sa première convocation dans le "Club Algérie".

Côté défections, le latéral droit de l'OGC Nice (France), Youcef Atal, testé positif au Covid-19, a déclaré forfait. Déjà absent pour blessure lors des deux matchs amicaux d'octobre dernier, Atal devra patienter pour retrouver la sélection.

Il a été remplacé par le défenseur du Club Africain (Tunisie), Hocine Benayada, appelé en renfort par Belmadi. Le natif d'Oran (28 ans) avait déjà été convoqué chez les "Verts", mais sans pouvoir jouer le moindre match. L'ailier gauche Youcef Belaïli, qui vient de trouver enfin un point de chute

en s'engageant avec le Qatar SC, et l'attaquant Islam Slimani, en manque de temps de jeu avec Leicester City (Premier League anglaise), restent toujours à l'écart. Idem pour le milieu de terrain Hicham Boudaoui (OGC Nice/France), appelé à faire face à une rude concurrence dans son poste.

Sur l'ensemble des 24 joueurs retenus pour les deux rendez-vous face au Zimbabwe, 18 avaient été sacrés champions d'Afrique en Egypte. A la veille de la 3e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1re place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021 au Cameroun, reportée à 2022 en raison de la pandémie de Covid-19.

Trois défections chez le Zimbabwe avant d'affronter l'Algérie

La sélection zimbabwéenne de football sera amoindrie par l'absence de trois éléments en vue de la double confrontation face à l'Algérie, les 12 et 16 novembre dans le cadre des 3e et 4e journées (Gr. H) des qualifications de la CAN-2021, rapporte lundi la presse locale.

Il s'agit du gardien de but Mkuruvu Tatenda (Michigan Stars, Etats-Unis), du défenseur Jirira Tendai (Detroit City, Etats-Unis) et du milieu de terrain Ncube Butholezwe (Ama-Zulu, Afrique du Sud). Selon la même source, les deux premiers nommés n'ont pas pu se déplacer en raison des restrictions de voyage imposées par la pandémie de coronavirus (Covid-19), alors que Ncube Butholezwe a déclaré forfait pour blessure. En présence désormais de 21 éléments sur les 24 convoqués initialement par le sélectionneur croate Zdravko Logarusic, les "Warriors" vont rejoindre lundi leur camp de base à Harare, notamment ceux évoluant en Europe.

L'Algérie accueillera d'abord le Zimbabwe jeudi au stade Olympique du 5-Juillet (Alger, 20h00), avant de se déplacer à Harare pour affronter les "Warriors" lundi prochain (16h00 algériennes). A la veille de la 3e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1re place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021, reportée à 2022 au Cameroun en raison de la pandémie de Covid-19.

Benayada remplace Atal, testé positif au Covid-19

Le défenseur du Club Africain de Tunis, Hocine Benayada, a été appelé en renfort par le sélectionneur Djamel Belmadi, en vue de la double confrontation face au Zimbabwe, les 12 et 16 novembre dans le cadre des qualifications de la CAN-2021, en remplacement de Youcef Atal, testé positif au coronavirus, a appris l'APS dimanche auprès de la

Fédération algérienne de football (FAF). Benayada (28 ans) avait été convoqué auparavant chez les "Verts", mais sans jouer le moindre match. Le natif d'Oran a rejoint durant l'intersaison le Club Africain pour un contrat de deux saisons en provenance du CS Constantine.

Par ailleurs, le coach national a rallié dimanche Alger en vue du début du stage, prévu lundi au Centre technique national de Sidi-Moussa. L'équipe nationale accueillera d'abord le Zimbabwe jeudi au stade olympique du 5-Juillet d'Alger (20h00), avant de se déplacer à Harare pour affronter les "Warriors" le 16 novembre (16h00 algériennes). A la veille de la 3e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1re place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021.



CAF

Le Sud-Africain Patrice Motsepe candidat à la présidence



La Fédération sud-africaine de football (SAFA) a confirmé lundi la candidature de Patrice Motsepe, propriétaire de Mamelodi Sundowns (Div.1) au poste de président de la Confédération africaine (CAF), dont les élections se dérouleront le 12 mars 2021 à Rabat, rapportent lundi des médias locaux.

L'homme d'affaires et milliardaire (plus grosse fortune d'Afrique du Sud en 2012) a, par ailleurs, les soutiens du Nigeria, de la Sierra Leone et du Botswana dans la course à la présidence de la CAF, précise la même source. La candidature de Motsepe (58 ans) intervient quelques jours après celle de l'ancien président de la Fédération ivoirienne (FIF), Jacques Anouma. L'actuel patron de la CAF, Ahmad Ahmad, a aussi décidé de briguer un second mandat. Le dépôt des dossiers de candidature, ouvert depuis le 11 septembre dernier, prendra fin jeudi. L'instance dirigeante du football africain dévoilera les noms des candidats le 11 janvier prochain.

APS

FOOT - LIGUE 1 FRANÇAISE
Delort et Oukidja dans l'équipe-type de la 10e journée



Les deux internationaux algériens Andy Delort (Montpellier) et Alexandre Oukidja (FC Metz) ont été retenus dans l'équipe-type de la 10e journée de Ligue 1 française de football, établie lundi par le magazine France Football.

Le gardien Oukidja s'est illustré dimanche lors de la réception de Dijon (1-1), stoppant notamment un penalty à la demi-heure de jeu. De son côté, l'attaquant Andy Delort a marqué l'un des deux buts de son équipe samedi en déplacement face à Bordeaux (2-0).

Les deux éléments sont attendus lundi à Alger, en vue de la double confrontation de l'équipe nationale face au Zimbabwe, les 12 et 16 novembre, dans le cadre des 3e et 4e journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun, reportée à 2022 en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

Les notes de l'équipe-type (4-4-2):

Gardien de but : Alexandre Oukidja (Metz) 8
Défenseurs : Ronaël Pierre-Gabriel (Brest) 8, Ismaël Traoré (Angers) 7, Nicolas Pallois (Nantes) 7, Romain Perraud (Brest) 8
Milieux : Téji Savanier (Montpellier) 7, Angelo Fulgini (Angers) 7, Mathieu Cafaro (Reims) 7, Angel Di Maria (PSG) 8
Attaquants : Boulaye Dia (Reims) 7, Andy Delort (Montpellier) 7.

COMPÉTITIONS AFRICAINES INTERCLUBS
Les représentants algériens fixés sur leurs adversaires

Les représentants algériens dans les compétitions africaines interclubs de football sont désormais fixés sur leurs adversaires, à l'issue du tirage au sort effectué lundi par visioconférence.

En Ligue des champions, le CR Belouizdad, champion d'Algérie 2019-2020, entamera la compétition dès le tour préliminaire en affrontant Al-Nasr (Libye). En cas de qualification, le Chabab sera opposé au vainqueur de la double confrontation entre l'Armée patriotique rwandaise et Gor Mahia (Kenya).

De son côté, le MC Alger, deuxième représentant algérien dans cette compétition, affrontera les Béninois des Buffles du Borgou. En cas de qualification, le Mouloudia défiera le vainqueur de Mlandege FC (Zanzibar) - CS Sfaxien (Tunisie).

La Confédération africaine de football (CAF) a exempté dix clubs du tour préliminaire, à savoir l'ES Tunis (Tunisie), le TP Mazembe (RD Congo), l'AS Vita Club (RD Congo), Al-Ahly (Egypte), le Zamalek (Egypte), le Raja Casablanca (Maroc), le WA Casablanca (Maroc), Horoya (Guinée), Sundowns (Afrique du Sud) et Primeiro de Agosto (Angola). En Coupe de la Confédération, l'ES Sétif et la JS Kabylie ont été exemptées



du tour préliminaire. Au premier tour, l'Entente affrontera le vainqueur de la double confrontation entre CI Kamsar (Guinée) et Renaissance FC (Tchad), alors que la JSK sera opposée au vainqueur de Yeelen Olympique (Mali) - US Gendarmerie nationale

(Niger). Le tour préliminaire se jouera courant novembre (aller : 20, 21 et 22, retour : 27, 28 et 29). Le premier tour est prévu quant à lui en décembre (aller : 11, 12 et 13, retour : 18, 19 et 20).

LIGUE 1 (PRÉPARATION)

L'USMA et la JSMS se neutralisent en amical (1-1)

L'USM Alger et la JSM Skikda se sont neutralisées sur le score de 1 à 1 (mi-temps : 1-0), dimanche en match amical préparatoire disputé au stade de Zéralda (Alger), en vue du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football, prévu le 28 novembre.

Les deux buts de la rencontre ont été inscrits par Mahious (16e) pour l'USMA et Merzougui qui a égalisé pour la JSMS à la 62e minute de jeu sur penalty. C'est la deuxième rencontre amicale pour la formation des "Rouge et Noir" après celle disputée devant la JS Saoura (0-0), alors que deux autres matchs ont été annulés face au Paradou AC et à l'US Biskra, en raison de la dé-

tection de cas positifs au coronavirus (Covid-19) au sein de l'effectif "usmiste". Même chose pour la JSM Skikda qui vient de jouer son deuxième match-test après celui disputé face au RC Relizane et perdu sur le score de 2 à 1. Lors de la 1re journée du Championnat d'Algérie de Ligue 1, la JSM Skikda se rendra à Biskra pour défier l'USB, alors que l'USMA recevra l'ES Sétif au stade Omar-Hamadi. Les "Rouge et Noir" devraient disputer au moins cinq matchs amicaux avant d'entamer la nouvelle saison, avec au menu la Supercoupe d'Algérie, programmée le 21 novembre face au CR Belouizdad au stade du 5-Juillet de la capitale.

FOOT - LIGUE DES NATIONS - SÉLECTION ITALIENNE
Mancini appelle trois nouveaux joueurs

Trois nouveaux joueurs ont été appelés lundi par le sélectionneur de l'Italie, Roberto Mancini, en prévision des trois matchs prévus d'ici au 18 novembre, en raison de forfaits et d'incertitudes liés à la pandémie de coronavirus, a indiqué la Fédération italienne de football.

Il s'agit des défenseurs Alessandro Bastoni (Inter Milan) et Gian Marco Ferrari (Sassuolo), ainsi que du milieu de terrain Mattia Zaccagni (Hellas Vérone), qui est un nouveau venu en sélection. Ils doivent pallier

les forfaits des défenseurs Angelo Obinze Ogonna (West Ham) et Alessio Romagnoli (AC Milan), ainsi que les possibles arrivées tardives, voire les absences, dues au coronavirus. Plusieurs clubs italiens, comme la Lazio, l'AS Rome ou la Fiorentina, sont en effet à l'isolement et les autorités sanitaires de leurs régions respectives n'ont pas encore autorisé les départs des internationaux vers les sélections. Les quatre internationaux de Sassuolo, également à l'isolement après

des cas positifs au Covid-19 au sein du club, devraient eux pouvoir rejoindre la sélection mardi soir, selon la Fédération. Sur l'es 41 joueurs convoqués par Roberto Mancini pour les matchs contre l'Estonie (amical), la Pologne et la Bosnie-Herzégovine (Ligue des nations), dix-huit ont pour le moment pu rejoindre le rassemblement de la "Nazionale", qui a débuté lundi à Florence. Une dizaine d'autres sont attendus à partir de mardi soir, après avoir obtenu 48 heures de

repos, car ils évoluent dans des clubs engagés dans les coupes européennes.

Le sélectionneur Roberto Mancini est lui-même actuellement à l'isolement, après avoir contracté le Covid-19 et dirigera les "Azzurri" à distance, au moins jusqu'à la fin de semaine. L'Italie, invaincue depuis 19 matchs, est deuxième de son groupe de Ligue des nations, un point derrière la Pologne, après deux matchs nuls en Pologne et face aux Pays-Bas.

FOOTBALL - ITALIE

"Je grandis à Cagliari", juge Adam Ounas

L'international algérien Adam Ounas, arrivé à Cagliari durant l'intersaison, a estimé qu'il "grandissait" en Sardaigne, où il a "repris confiance", en témoigne sa prestation samedi lors de la victoire à domicile devant la Sampdoria (2-0) pour le compte de la 7e journée du Championnat d'Italie de football. "Évidemment, je me réjouis des trois points réussis face à la Sampdoria, mais je suis aussi content de la façon dont nous avons tous joué et de la force collective pour atteindre cet objectif", a déclaré Ounas au site officiel de Cagliari, jugeant que le club est sur le bon chemin. Utilisé comme ailier droit, l'international algérien se distingue aussi avec son soutien défensif à ses coéquipiers durant les matchs, ce qui lui fait augmenter son volume de jeu,

mais aussi la confiance en ses capacités. "Je suis arrivé à Cagliari après une longue période sans jeu dans les jambes, je pense que j'ai grandi et repris confiance en moi", a expliqué Adam Ounas, qui retrouvera l'équipe nationale à l'occasion de la double confrontation face au Zimbabwe pour le compte des éliminatoires de la CAN-2021. Interrogé sur ses titularisations dans les matchs de Cagliari, l'international algérien répond : "C'est à l'entraîneur de décider qui joue, nous travaillons tous jour après jour pour être prêts et améliorer le contact entre nous. Sur le terrain, nous voyons que nous sommes heureux, peu importe qui commence ou prend le relais en cours de match", a-t-il conclu.

PUBLICITÉ

التعاونية العقارية جمعية إقامة الباحثين بزرالدة

إعلان

تعلمن التعاونية العقارية المسماة "جمعية إقامة الباحثين بزرالدة" صاحبة الاعتراف رقم 2001/23 الصادر بتاريخ 10 أكتوبر 2001 من طرف بلدية زرالدة، عن انتخاب مجلس تسيير جديد منبثق من الجمعية العامة غير العادية التي جرت أطوارها بتاريخ الأول من شهر أكتوبر سنة ألفين وعشرون في مقر مركز البحث في الإعلام العلمي والتقني بحضور السيدة الحاضرة القضائية ششاح دليلة، والتي أسفرت عن انتخاب أعضاء مجلس التسيير المتكون من السيدات والسادة الآتية أسماهم :

- 1- السيد / مزبان عبد الكريم رئيسا
- 2- السيد / قادي محمد نسيم نائب رئيس
- 3- السيد/سعد سعود حميد نائب رئيس
- 4- السيد / عفرة حميد نائب رئيس
- 5- السيدة / وملة دليلة أمينة عامة
- 6- السيد / تقيون بوعلام أمين المال
- 7- السيد / دريدي زهر نائب أمين المال
- 8- السيدة / عائش ليلية مساعدة
- 9- السيدة / حمداني مليكة مساعدة

وعليه فإن الممثل القانوني والشعري الوحيد للتعاونية العقارية المسماة جمعية إقامة الباحثين بزرالدة هو السيد مزبان عبد الكريم بصفته رئيس، وأن أي استعمال لأختام التعاونية من طرف المكتب السابق "الممثل"، أو أي طرف آخر يعتبر غير قانوني، وعليه تحمل كامل مسؤولياته أمام القانون.

Inquiétude pour Benzema

Lourdement défail par Valence (1-4), le Real Madrid a vécu un véritable cauchemar dimanche en Liga. Car en plus de ce revers, les Merengues ont potentiellement perdu leur attaquant Karim Benzema (32 ans, 8 matchs et 4 buts en Liga cette saison) sur blessure. Remplacé à la 76e minute par Mariano Diaz, le Français se tenait l'adducteur gauche. La Maison Blanche n'a pas encore communiqué sur l'état de forme du natif de Bron, mais une blessure de Benzema, buteur contre Valence, représenterait un véritable coup dur. Affaire à suivre...



PIRLO A DONNÉ DES NOUVELLES DE RONALDO

Auteur de l'unique but de la Juventus Turin sur le terrain de la Lazio Rome (1-1, 7e journée de Serie A), dimanche au Stadio Olimpico, Cristiano Ronaldo n'a pas pu disputer l'intégralité du match.

L'attaquant portugais a dû être remplacé à la 76e minute de jeu par l'avant-centre argentin Paulo Dybala. Après la rencontre, l'entraîneur de la Vieille Dame Andrea Pirlo a donné des nouvelles de la star de 35 ans, auprès des médias italiens. "Ronaldo est fondamentalement, malheureusement il a eu un problème à la cheville et a été contraint de sortir."

Le club piémontais n'a pas encore communiqué officiellement sur la gravité de la blessure de l'ancien footballeur du Real Madrid et l'éventuelle durée de son indisponibilité. En attendant, "CR7" est incertain pour les matches de la sélection portugaise contre Andorre en match amical (11 novembre) puis face à la France (14 novembre) et la Croatie (17 novembre) dans le cadre de la Ligue des Nations.

NEYMAR VA PROLONGER AVEC UNE SURPRISE À LA CLÉ

La trêve internationale est enfin là et les Parisiens vont pouvoir panser leurs blessures. Même s'il sera attentif au temps de jeu de Kylian Mbappé et Neymar avec la France et le Brésil, le staff de l'entraîneur allemand va pouvoir respirer.

Et la direction aussi, puisque Neymar sera en très bonne voie pour prolonger son contrat avec les champions de France. La star brésilienne, dont le contrat prend fin en juin 2022, comme son coéquipier français, réglerait là un sacré dossier dans l'actualité extra-sportive du club. Si Kylian Mbappé, de son côté, ne semble pas pressé de signer un nouveau bail, courtisé par les plus grands d'Europe, dont le Real Madrid, Manchester United ou Liverpool.

Le Brésilien, lui, voit son avenir au PSG, avec qui il souhaite réellement remporter la Ligue des champions. Selon les informations du journaliste de Téléfoot Julien Maynard, "Neymar a fait savoir à Leonardo par l'intermédiaire de ses représentants qu'il voulait rester au PSG". Isabela Pagiari, journaliste brésilienne, a déclaré sur Europe 1 que "Neymar se sent à l'aise à Paris. Il adore le club et a changé de tout au tout par rapport à ses envies de départ. C'est quelque chose qu'il envisage. Il y a déjà des discussions avec le club, mais il n'y a rien de signer, ni rien de fait. Il a changé sa mentalité". Si aucune offre n'a pour le moment été formulée par le club, l'affaire devrait pouvoir se boucler rapidement. Neymar ne demande aucune hausse salariale, seulement conserver ses émoluments actuels, qui s'élèvent à environ 36 millions d'euros par an. Le Brésilien aurait même décidé de donner un coup de pouce au mercato du PSG. Neymar "a lui-même sondé des joueurs pour qui l'équipe se renforce". La volonté du n°10 est clair : aider à bâtir une équipe pour gagner la C1, ce que le vestiaire déplore cette saison. Et il pourrait même convaincre Kylian Mbappé de le suivre dans cette nouvelle aventure.



OL : DA SILVA VA SIGNER !

L'Olympique Lyonnais devrait valider la signature du premier contrat professionnel de Florent Da Silva, 17 ans et grand espoir du centre de formation. La relève arrive dans le Rhône ! Vanté pour son centre de formation, l'Olympique Lyonnais veut continuer de faire confiance à ses jeunes, et c'est donc dans cette optique que les Gones piochent en interne pour renforcer leur groupe. Selon les informations de l'équipe, c'est Florent Da Silva, le milieu de terrain, grand espoir du centre, qui devrait signer son premier contrat professionnel à 17 ans. Natif de Vaulx-en-Velin, il a effectué toute sa formation à l'OL, club qui l'a rejoint en 2010 alors qu'il n'avait que sept ans. Florent Da Silva a reçu trois talents Foot National cette saison avec l'équipe réserve de l'OL en National 2.

KLOPP : «VOUS TUEZ LES JOUEURS»

Énévéré. Après le match nul entre Liverpool et Manchester City ce dimanche soir (1-1), Jürgen Klopp s'est lâché à propos du calendrier de cette saison 2020-2021 qui voit les matchs s'enchaîner tous les trois jours : «Une équipe qui joue le mercredi soir ne devrait pas jouer son match suivant le samedi midi. Ce n'est pas possible.» Alors que Virgil van Dijk est déjà out pour plusieurs mois, c'est un autre membre essentiel de la défense des Reds, Alexander-Arnold, qui a dû sortir sur blessure, et Klopp est irrité : «Vous tuez les joueurs. Vous vous réveillez et vous jouez. Une vraie phase de récupération est indispensable.» Son adversaire du jour, Pep Guardiola, est allé dans le même sens : «Partout dans le monde, il y a cinq changements, mais ici on se croit différents. (...) Nous ne protégeons pas les joueurs.»

De quoi peut-être expliquer l'irrégularité du top quatre cette saison.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

SANTÉ DU PRÉSIDENT

Le Président Tebboune en passe d'achever son traitement, son état de santé s'améliore

Le staff médical du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, hospitalisé dans un hôpital spécialisé en Allemagne, rassure que le Président Tebboune "est en passe d'achever son traitement dans le cadre du protocole sanitaire, et son état de santé est en constante amélioration", a indiqué dimanche un



communiqué de la Présidence de la République. "Soucieux de tenir informée l'opinion publique de l'évolution de l'état de santé du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, hospitalisé dans un hôpital spécialisé en Allemagne, le staff médical affirme que le Président de la République est en passe d'achever son traitement dans le cadre du protocole sanitaire, et son état de santé est en constante amélioration", note le communiqué.

Abdelmadjid Tebboune, hospitalisé dans un hôpital spécialisé en Allemagne, le staff médical affirme que le Président de la République est en passe d'achever son traitement dans le cadre du protocole sanitaire, et son état de santé est en constante amélioration", note le communiqué.

ALGÉRIE-FRANCE

M. Boukadoum reçoit le ministre français de l'Intérieur

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, a reçu, dimanche à Alger, le ministre français de l'Intérieur, Gérard Darmanin, en visite de travail en Algérie. L'audience s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères. Auparavant, le ministre français de

l'Intérieur a été reçu par le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad. Les échanges qui se sont déroulés au Palais du gouvernement, ont porté sur les relations bilatérales, ainsi que les voies et moyens de leur renforcement et diversification.

Tebboune adresse ses remerciements aux Algériens pour l'intérêt porté à son état de santé (Présidence)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé ses vifs remerciements aux Algériens pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'évolution de son état de santé et pour s'"être unis" autour de leur président, affirmant apprécier "hautement" leurs prières et leurs vœux de prompt rétablissement, a indiqué dimanche un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune adresse ses vifs remerciements au Peuple algérien pour l'intérêt qu'il porte à l'évolution de son état de santé et pour son union autour de son président, et apprécie hautement les prières et les vœux sincères de prompt rétablissement de nos valeureux concitoyens", souligne le communiqué. "Le Président de la République tient à rassurer le Peuple algérien qui attend son retour au pays, que son état de santé s'améliore, priant Dieu le Tout Puissant de guérir les patients atteints de Covid-19, d'entourer les personnes décédées de Sa Sainte miséricorde et de prêter à leurs proches patience et réconfort", ajoute la même source.

"M. Tebboune exprime, également, sa recon naissance aux souverains, chefs d'Etat et de gouvernement et instances et organisations internationales pour leur intérêt et leurs vœux sincères de prompt rétablissement, priant Dieu de leur accorder santé et bien être", conclut le communiqué.

JUSTICE

AFFAIRE KHALIFA BANK

Abdelmoumène Khalifa nie l'existence de trous financiers avant mars 2003

L'accusé principal dans l'affaire Khalifa Bank, l'ex-PDG du groupe Khalifa, Abdelmoumène Rafik Khalifa a nié lors de son audition par la présidente d'audience, lors du procès ouvert dimanche, au tribunal criminel près la Cour de Blida. "L'existence de trous financiers dans la banque avant qu'il ne quitte le pays en 2003".

"On ne peut pas dire que les agences relevant de Khalifa Bank ont enregistré de grands trous financiers, si l'agence principale de Cheraga (Alger) n'avait enregistré aucun trou financiers, à l'exception d'un montant de 10.000 DA", a déclaré Abdelmoumène Khalifa devant la présidente du tribunal.

Il a affirmé que "toutes les agences bancaires relevant de sa banque étaient encore solvables", avant qu'il ne quitte le pays en mars 2003, après que soit mis fin à sa fonction à la tête de Khalifa Bank.

"Les fonds de ces banques ont été pillés, dès que j'ai quitté le pays, avec la complicité de l'ancien système", a-t-il ajouté,

précisant qu'il n'en est en aucun cas responsable. Il a, également, réfuté toutes les déclarations de l'administrateur d'El Khalifa Bank, Mohamed Djellab, désigné par la commission bancaire de la banque centrale pour gérer la banque après son licenciement. Selon Abdelmoumène Khalifa, les déclarations qui signalaient l'existence d'importants trous financiers, "étaient dictées par l'ancien système".

Il a, par la même, rejeté toutes les déclarations des témoins et accusés dans cette affaire l'impliquant, soutenant que ces derniers étaient, "sous pression de l'ancien système". Selon lui, "ces déclarations étaient contradictoires durant l'inspection".

A la question pourquoi il autorisait les retraits de fonds avec de simples "bouts de papier" transférés par ses agents au responsable de la caisse, il a déclaré que "ceci est totalement faux", insistant que l'expert financier désigné par le tribunal "n'a enregistré aucun trou financier important".

Quant à la question de savoir pourquoi de nombreux chefs d'entreprises publiques déposaient leurs fonds à Khalifa Bank, au lieu des banques publiques, et s'ils recevaient des avantages personnels en contre partie, Abdelmoumène Khalifa a réfuté ces "allégations". Selon lui, ce qui encourageait le dépôt des fonds à Khalifa Bank, c'était "les taux d'intérêts élevés" et les "facilitations de retrait qui ne dépassaient pas les délais de 48 heures".

A une question du procureur général sur les raisons l'ayant poussé à quitter le pays, s'il n'avait rien à se reprocher, l'accusé principal du procès a répondu que la raison de son non retour au pays, après son départ en mars 2003, s'explique par son "arrestation par les autorités britanniques, et le fait d'avoir fait l'objet d'une enquête lancée par les autorités britanniques et françaises qui l'ont accusé de transfert et de blanchiment d'argent".

A noter que le procès de l'affaire Khalifa Bank a été ouvert, aujourd'hui dimanche, au tribunal criminel près la

Cour de Blida, en présence de l'accusé principal Abdelmoumène Khalifa, et de onze (11) autres accusés, suite à la réponse favorable de la Cour suprême au pourvoi en cassation du dernier verdict prononcé en 2015.

Le Tribunal criminel près la Cour de Blida avait condamné Abdelmoumène Khalifa, en 2015, à 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende de un million de DA et de la confiscation de l'ensemble de ses biens, pour "constitution d'une association de malfaiteurs", "vol en réunion et escroquerie" et "banqueroute frauduleuse, abus de confiance et falsification de documents bancaires".

Abdelmoumène Khalifa a été remis à l'Algérie par les autorités britanniques en décembre 2013 "conformément aux procédures légales et aux dispositions de la convention judiciaire" entre l'Algérie et le Royaume-Uni, entrée en vigueur en 2007, et suite à l'épuisement de tous les recours introduits auprès de la justice du Royaume-Uni et de la justice européenne.

Des accusés reviennent sur leurs déclarations incriminant Abdelmoumène Khalifa

Plusieurs accusés auditionnés par le juge de siège lors du procès qui a débuté dimanche au tribunal criminel près la Cour de Blida, sont revenus sur leurs déclarations faites auparavant, lesquelles condamnent le principal accusé dans l'affaire Khalifa, l'ancien président directeur général du Groupe Khalifa, Abdelmoumène Khalifa, au sujet du retrait de fonds sans titres réguliers.

L'ancien directeur général adjoint chargé de la sécurité au sein du Groupe Khalifa, Abdelhadi Chachoua, a déclaré n'avoir jamais procédé au retrait et au transfert de fonds sans titres réguliers ni à leur remise à Khalifa, ajoutant qu'il avait subi des pressions de la part de "parties", sans les citer, qui voulaient faire tomber le premier responsable de ce groupe". L'accusé a ajouté que la nature de ses missions n'avait aucun lien avec la gestion et les fonds, mais plutôt la supervision et l'orientation des agents chargés du transfert et de la surveillance des fonds entre agences. Il a nié avoir reçu des ordres de la part du principal accusé dans l'affaire de transfert et de remise de fonds sans aucun titre régulier ou documents légaux à des destinations inconnues, des allégations, a-t-il dit, infondées. Même son de cloche de la part de son frère Badr-Eddine Chachoua, accusé également dans la même affaire. En réponse à une ques-

tion sur sa participation avec les autres accusés dans la campagne visant à convaincre des directeurs et des responsables d'entreprises publiques pour déposer des fonds dans Khalifa Bank en contrepartie d'avantages personnels, l'accusé Badr-Eddine Chachoua a réfuté ces allégations, en soutenant qu'il était chargé d'élargir les investissements du Groupe au regard de sa spécialité d'architecte. De son côté, l'ancien directeur de l'Agence de Blida, Belaid Kechad a également nié les accusations de remise de fonds sans titres réguliers sur la base d'ordres verbaux de la part de l'ancien Pdg du Groupe ou l'octroi d'un quelconque privilège notamment à des responsables d'entreprises publiques qui ont déposé des fonds dans Khalifa Bank, contrairement aux dires de plusieurs accusés et témoins dans cette affaire.

Le procès de Khalifa Bank se poursuivra demain lundi avec l'audition des accusés restants dans cette affaire après avoir auditionné, aujourd'hui le principal accusé Khalifa qui a nié l'existence de trous financiers dans la banque avant qu'il ne quitte le pays en 2003.

A noter que le procès de l'affaire Khalifa Bank a démarré, dimanche, au tribunal criminel près la Cour de Blida, en présence de l'accusé principal Abdelmoumène Khalifa, et

de onze (11) autres accusés, suite à la réponse favorable de la Cour suprême au pourvoi en cassation du dernier verdict prononcé en 2015.

Le Tribunal criminel près la Cour de Blida avait condamné Abdelmoumène Khalifa, en 2015, à 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA et de la confiscation de l'ensemble de ses biens, pour "constitution d'une association de malfaiteurs", "vol en réunion et escroquerie" et "banqueroute

frauduleuse, abus de confiance et falsification de documents bancaires". Abdelmoumène Khalifa a été remis à l'Algérie par les autorités britanniques en décembre 2013 "conformément aux procédures légales et aux dispositions de la convention judiciaire" entre l'Algérie et le Royaume-Uni, entrée en vigueur en 2007, et suite à l'épuisement de tous les recours introduits auprès de la justice du Royaume-Uni et de la justice européenne.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED Le procès de l'ancien ministre Moussa Benhamadi reporté au 16 novembre

Le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, lundi, au 16 novembre prochain le procès de l'ancien ministre de la Poste et des télécommunications décédé Moussa Benhamadi qui est poursuivi pour "obtention d'indus avantages" et "financement occulte de la campagne électorale de l'ex-président de la République, Abdelaziz Bouteflika". Certains accusés étaient absents de l'audience, dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et Abdelghani Zaafane, ancien directeur de campagne de l'ex-président, car ils sont impliqués dans l'affaire de Mahieddine Tahkout dont le procès en appel se poursuit actuellement au niveau de la chambre pénale de la Cour d'Alger. Ces anciens responsables sont poursuivis dans cette affaire pour "octroi d'avantages injustifiés à Benhamadi pour la réalisation de l'usine de médicaments GB Pharma dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah dans la capitale".